

# Israël après les élections

P. 8,9

## **lutte ouvrière**

**Il y a  
70 ans  
l'assassinat  
de  
Jaurès**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 843 - 28 juillet 1984 - prix : 6 F.

P. 10-11





# sommaire

## Dans le monde

Pages 8 et 9 :

- Les élections israéliennes.
- Le Parti Travailleiste israélien.
- Une crise économique et politique profonde que les élections du 23 juillet n'ont pas résolue.

Page 16 :

- Pologne : les prisonniers politiques amnistiés.
- Guadeloupe : l'émancipation des pauvres ne passe pas par une politique d'attentats.

## En France

Page 4 :

- Main basse de la Ville... sur le quartier de la Goutte d'Or à Paris.
- Sidérurgie : une nouvelle convention sociale pour essayer de faire avaler la pilule des licenciements.

Page 7 :

- Vérité des prix des services publics : le grand mensonge.
- Même pas égaux devant la réduction d'impôt.

Page 10 :

- Echos des entreprises.
- Itinéraire des caravanes de Lutte Ouvrière.

Page 11 :

- Dans les entreprises : RATP réseau ferré (Paris) ; Peugeot Mulhouse ; Mavest (Ambazac - Haute-Vienne) ; Rhône-Poulenc - Pont-de-Claix.

## Culture

Pages 12 et 13 :

- Il y a 70 ans mourait Jaurès.
- Jaurès vu par Trotsky : « Un homme qu'un morceau de plomb a soustrait à la plus grande des épreuves politiques ».

Page 14 :

- Film : *Faux coupable*, d'Alfred Hitchcock avec Henry Fonda.

Page 15 :

- Livres : *Segou*, de Maryse Condé ; *Un regard noir*, de Blaise N'Djehoya et Massäer Diallo.

Page 6 :

- Suite de la publication des listes de souscription pour aider au financement de la liste Lutte Ouvrière aux Européennes.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## Le grain de sel

Quatre mille personnes et plusieurs centaines d'élus alsaciens se sont rassemblés dimanche 22 juillet à Chalampé, dans le Haut-Rhin, pour protester contre le projet d'injecter en sous-sol des saumures, résidus de l'exploitation des Mines de Potasse d'Alsace.

A tous, il semble aberrant et dangereux de construire un « saumoduc » de 15 km entre les mines et une île sur le Rhin proche de Chalampé, pour un coût de 200 millions de francs, qui entraînerait des risques très grands de pollution des nappes phréatiques avec quatre millions de tonnes par an de déchets salins enfouis en terrain poreux.

Jusqu'en 1976, les Mines de Potasse d'Alsace n'avaient pas de problèmes, elles jetaient tout bonnement leur saumure dans les eaux du Rhin. Et tant pis pour les régions situées en aval, en particulier la Hollande qui protestait !

Une convention entre pays riverains du fleuve, planifiant la réduction de la pollution saline, fut signée en 1976 et finalement ratifiée en octobre 1983 par le Parlement français. Mais que faire alors des résidus polluants ?

L'enfouissement dans le sous-sol relève de la même attitude que le vidange pur et simple dans les eaux du Rhin : on fait disparaître, et on s'en lave les mains !

## Chassez la politique, elle revient en vélo

Le Tour de France est enfin arrivé, Laurent Fignon en tête. Et les grands quotidiens de saluer l'artiste, photos à l'appui.

Mais n'avaient-ils d'yeux que pour les champions de la bicyclette, les journalistes politiques ? Apparemment non.

L'Humanité, certes, a montré Fignon et ses concurrents. Le *Matin* et *Libération*, plus politiques, ont montré Fignon flanqué de Chirac sur sa droite et Fabius sur sa gauche, évidemment. *France-soir* et le *Figaro*, eux, n'ont montré que Fignon et Chirac, en précisant juste en légende — coup de pied de l'âne — que Fabius était quelque part par là... mais pas sur la photo !

C'est ce qu'on appelle avoir des objectifs photos... drôlement objectifs !

## Pas le temps de faire de vieux os

Peu de bruit a été fait autour du départ d'un certain Benoist, un des rares à ne pas rempiler dans le gouvernement Fabius.

Cet homme discret, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires sociales, chargé des personnes âgées, n'a pas pu disposer des crédits nécessaires pour changer vraiment le sort des vieux. Il s'était seulement penché sur la création d'un Institut de recherche sur la prévention du vieillissement cérébral.

Mais à la vitesse où les ministres se discréditent, ils n'ont plus besoin d'un tel homme. Leurs cerveaux n'auront pas le temps de se ramollir.

ROCARD A L'AGRICULTURE ET LA JUMENT VERTE.



## Re-bonjour, veaux, vaches, cochons... juments !

Rocard a été laissé là où il était. Pas de promotion à la mesure de ses probables ambitions. Toujours à l'Agriculture, condamné au problème de la réduction du nombre de vaches laitières ou autres salades avec l'Espagne.

Alors il s'est distingué en sauvant la vie à deux bêtes qui

ont les dents aussi longues que lui : une jument et son petit poulain. Ils étaient promis à l'abattoir, mais BB (Brigitte Bardot), qui voulait les tirer de là, a obtenu la grâce rocardienne.

S'il continue à être aussi efficace que cela, Rocard va rester ministre de l'Agriculture à vie !

## Un truc « radical »

Pour être vite et facilement ministrable, il y a un truc : se débrouiller pour être président du MRG (Mouvement des radicaux de gauche).

Ce mouvement n'a pas grande audience électorale — 2 % — mais le diriger ouvre des portes.

On avait déjà vu Robert Fabre qui, tout « de gauche » qu'il se soit dit, avait eu ses entrées dans des ministères giscardiens.

Dès mai 1981, Mitterrand et Mauroy nommaient Michel Crépeau au

gouvernement. Le MRG se donnait alors pour président Schwartzberg, lequel s'est alors sacrifié lorsqu'il a fallu rejoindre le second gouvernement Mauroy. Une fois de plus, le MRG fut orphelin et se trouva un nouveau tuteur en la personne de Jean-Michel Baylet, promu président.

Et ça n'a pas raté ! C'est à lui qu'on a offert le dernier strapontin ministériel laissé vacant dans le gouvernement Fabius !

A croire que les socialistes cherchent à décapiter le MRG !

## Probablement une gamelle

Edwige Avice est passée du ministère de la Jeunesse et des Sports à celui de la Défense, comme secrétaire d'Etat sous les ordres de Hernu. C'est la première fois, paraît-il, qu'on

trouve une femme à la Défense.

A voir ! C'est probablement le *Canard Enchaîné* qui voit le plus juste, en relativisant les choses, et en parlant de Hernu et de... sa cantinière !



## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE  
pour une période de un an : 180 F  
pour une période de six mois : 95 F  
LUTTE DE CLASSE  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)  
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



## Le Parti Communiste a tiré son épingle du jeu, mais va-t-il laisser les travailleurs continuer à payer ?

**A**INSI les dirigeants du Parti Communiste rendus inquiets, sinon plus clairvoyants, par les résultats des élections européennes voudraient ne plus continuer à se discréditer vis-à-vis des travailleurs en participant au gouvernement. Gouvernement qui mène de plus en plus ouvertement une politique qui va à l'encontre des intérêts des masses laborieuses.

Les dirigeants du Parti Communiste disent qu'ils pèseront de l'extérieur sur la politique du gouvernement. Il est évident que les ministres communistes n'infléchissaient pas beaucoup la politique du gouvernement Mauroy, mais cela a quand même duré trois ans avant qu'ils s'en aperçoivent et il a fallu pour cela qu'ils perdent la moitié de leurs électeurs.

Tout cela n'est pas fait pour donner beaucoup confiance aux travailleurs dans la capacité et la volonté des dirigeants du Parti Communiste à mener réellement une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière.

D'autant plus que, lors du vote de confiance au gouvernement Fabius, on a vu les députés communistes s'abstenir, mais préciser que ce vote n'était « pas négatif » à l'égard du gouvernement.

Alors, si le Parti Communiste a simplement retiré son épingle du jeu pour ne pas trop se discréditer dans le gouvernement, les travailleurs n'auront aucune raison de leur faire confiance. Et si le Parti Communiste a décidé de se consacrer maintenant à défendre les intérêts de la classe ouvrière, face aux attaques de la bourgeoisie, du patronat et, il faut bien le dire, du gouvernement aussi, eh bien cela se verra vite. Mais ce n'est pas pour autant que les travailleurs redonneront immédiatement leur confiance dans la politique que proposera le Parti Communiste ou que proposera la CGT, car on ne peut pas dire impunément pendant des années qu'il suffit de bien voter et ensuite, quand cela ne réussit pas, d'appeler les travailleurs au secours pour que ces derniers prennent le virage comme un seul homme.

Si le Parti Communiste et ses dirigeants veulent réellement faire en sorte que les travailleurs puissent se défendre dans la période qui vient, il leur faudra d'abord redonner confiance à la classe ouvrière dans ses propres forces, il faudra faire la démonstration que c'est le nombre de travailleurs, leur poids économique, leur rôle social qui fait leur force et pas les bulletins de vote par lesquels on choisit qui va vous trahir au Parlement ou au gouvernement.

Le million de manifestants pour l'école des curés a pesé aussi lourd que plusieurs millions d'électeurs. Un million de travailleurs en grève pèse bien plus lourd encore.

Et pour que les travailleurs reprennent confiance dans leurs luttes et vérifient que, malgré la crise, ils sont encore très forts, plus forts que le patronat qui a, quoi qu'il en dise, grand besoin d'eux pour que les profits continuent, il faudrait que les militants du Parti Communiste s'y prennent autrement que dans la période précédente.

Il faudra qu'ils sachent associer le plus grand nombre de travailleurs à la direction des luttes parce que les travailleurs ne pourront avoir confiance que dans ce qu'ils contrôleront eux-mêmes.

Alors, ce que nous pouvons dire, c'est que si le retrait du Parti Communiste du gouvernement signifie que les militants communistes vont chercher à redonner confiance aux travailleurs en leurs forces, dans leurs capacités de lutte, eh bien, nous les soutiendrons de notre mieux, car ce que nous combattons, c'est la politique du Parti Communiste et pas ses militants. Mais on n'efface pas en 8 jours et par un simple virage les méfaits d'une politique de plusieurs années. A cause de cette politique, la classe ouvrière n'a cessé de reculer depuis trois ans, trahie par ceux-là même qui prétendaient la défendre.

Mais heureusement, la classe ouvrière de ce pays est forte et combative et dans les périodes difficiles, elle a toujours su se redresser et faire reculer ses adversaires.

Arlette LAGUILLER

## Votera oui, votera non, le nouveau jeu de l'été

Le référendum sur les libertés publiques annoncé le 12 juillet par Mitterrand à la télévision aura-t-il lieu ? Comme les choses sont parties, il y a des chances que cela reste le suspense de l'été... du moins pour les journalistes !

Dernier épisode dans ce feuilleton : la sortie d'Alain Poher, président du Sénat, cet homme qui se souvient tous les quinze ans qu'il est, dans l'ordre du protocole, le deuxième personnage de l'Etat. Cet honorable sénateur a saisi l'occasion de sortir de la discrétion qu'il observe depuis 1969, date de sa candidature aux élections présidentielles. Dans le souci louable, mais que d'aucuns trouveront mesquin « d'économiser du temps et de l'argent », Alain Poher a suggéré que l'on se dispense de la procédure référendaire ; il a rappelé que, si le

chef de l'Etat veut procéder à une révision constitutionnelle, il est prévu qu'il puisse la faire adopter par l'Assemblée nationale et le Sénat réunis en congrès. Et Alain Poher de proposer que l'on réunisse donc les deux Chambres en congrès fin août.

A cela Roland Dumas, le porte-parole du gouvernement a répondu aussitôt que le choix du référendum « est une prérogative exclusive du Président de la République ». Alain Poher ayant argué que, adoptée en congrès par les deux Chambres, la révision constitutionnelle « perdrait clairement tout caractère ambigu », autrement dit ne prendrait pas le caractère d'un plébiscite Roland Dumas s'est permis de rappeler que le choix de Mitterrand « est conforme à la lettre de la Constitution et à la pratique de

la V<sup>e</sup> République, notamment à celle du général de Gaulle ».

On voit où Mitterrand va chercher ses modèles. En ayant recours au référendum, c'est l'esprit gaullien du plébiscite qui souffle par sa bouche ; il se fait une joie de le rappeler aux politiciens de droite qui justement lui reprochent... d'avoir recours au vieux truc plébiscitaire de feu le général. Quant aux politiciens en question, ils se battent maintenant les flancs pour trouver un moyen de sortir de la situation où les a mis Mitterrand : vont-ils faire voter « oui » à un référendum proposé par Mitterrand et lui donner ainsi leur caution, ou « non » à un projet de loi élargissant les possibilités de recours à des référendums qu'ils ont eux-mêmes proposés ?

Sur le simple plan politique, le « truc » que Mitterrand a

sorti de son chapeau le 12 juillet est donc assez réussi, et embarrasse effectivement l'opposition de droite. Cela promet encore de beaux jours de polémiques, de projets et de contre-projets, de petites batailles dans les arènes parlementaires et autres petits attrape-nigauds, avant d'aboutir à ce grand attrape-nigaud que sera le référendum s'il a lieu.

Mais si Mitterrand a ainsi marqué un point dans la petite guéguerre avec l'opposition parlementaire, ce point marqué est là pour masquer sa recule devant la droite dans l'affaire scolaire et aussi dans la formation du gouvernement Fabius, et elle en prépare peut-être d'autres. Et si le référendum a lieu, on se demande à vrai dire qui il pourra bien tromper. Qui croira vraiment qu'en allant voter « oui », il contri-

buera à élargir les « libertés publiques » Et même, combien trouveront vraiment utile de se déplacer jusqu'aux urnes ?

Le seul risque qu'a pris Mitterrand avec son référendum, c'est sans doute dans ces conditions une abstention massive : au point qu'on peut se demander s'il ne l'a proposé avec le secret espoir que la droite l'empêche. En effet, la loi précise que le projet de loi, avant d'être proposé à référendum, doit être adopté dans les deux assemblées en termes identiques. Cela peut prendre bien du temps, et on peut sans doute compter sur les sénateurs pour que ça se fasse... à un pas de sénateur.

En attendant, avec le hochet que lui a jeté Mitterrand, le petit monde politique s'occupe !

A.F.



## Une nouvelle convention sociale pour essayer de faire avaler la pilule des licenciements

Après des mois de négociations, le GESIM (Groupeement des Entreprises Sidérurgiques et Minières) vient de signer avec les syndicats CFDT et FO une nouvelle convention sociale qui permettra de licencier en douceur dans la sidérurgie.

C'est, il y a 5 ans, le 24 juillet 1979, après les luttes qui s'étaient déroulées dans le bassin de Longwy, que la première convention sociale avait été signée. Face à la colère des sidérurgistes, le gouvernement Barre avait reculé et tous les licenciements étaient transformés en départs volontaires avec une prime de 5 millions, ou en mise en dispense d'activité pour les travailleurs âgés de plus de 50 ans. Avec ce dispositif, plus de 30 000 emplois ont été supprimés en 5 ans.

Aujourd'hui, avec le nouveau plan acier, qui prévoit la fermeture de nombreuses installations et 20 000 nouvelles suppressions d'emplois, les départs « naturels » à 50 ans ne suffisent plus. Alors le gouvernement a mis au point les fameux stages de reconversion

qui ne sont en fait que des licenciements déguisés. Tout travailleur qui se verra proposer un de ces stages devra accepter de partir sous peine de licenciement. Durant le stage il ne touchera que 70 % de son salaire antérieur, mais il pourra à tout moment être rappelé dans l'usine ou dans une autre entreprise pour jouer le rôle de bouche-trou. A la fin du stage on lui proposera deux emplois à un salaire pouvant être inférieur au sien : s'il refuse, il sera licencié.

« C'est à prendre ou à laisser », a dit en substance le GESIM aux syndicats. « Si vous signez la reconduction des départs anticipés à 50 ans, vous devez signer en bloc les stages de conversion ». La seule concession qui a été faite, c'est la possibilité de capitaliser les indemnités versées durant le stage, et de quitter l'usine directement, sans faire de stage, avec 10 à 15 millions d'anciens francs.

Pour se débarrasser des sidérurgistes, la direction y met le prix... Cette politique n'est pas nouvelle, c'est le

fameux mot d'ordre de Barre : « Chômeurs, créez votre entreprise ». Seulement voilà, avec 10 ou 15 millions comment retrouver une place quand il n'y a plus d'emploi dans la région ? Parmi ceux qui étaient partis « volontaires » de Sacilor en 1979, rares sont ceux qui ont réussi à se recaser. Ceux qui ne sont pas au chômage se sont retrouvés à travailler dans les entreprises d'intérim, parfois sur les mêmes chantiers de Sacilor avec 1 000 F de moins sur la paye.

Face à ce diktat des patrons de la sidérurgie les syndicats ont eu des attitudes diverses. La CGT a quitté la salle des négociations refusant de « cautionner un accord qui servira d'instrument pour liquider des emplois », tandis que la CFDT et FO ont signé l'accord « notant avec intérêt plusieurs avancées jugées positives ».

Quant aux travailleurs, ils sont plutôt inquiets pour l'avenir. L'accord a été signé comme d'habitude juste à la veille des départs en congés, mais la rentrée risque d'être mouvementée...

Correspondant LO

## La direction s'en prend au droit de grève...

## La grève continue

Au central de Paris - Inter-Archives, les techniciens qui assurent les permanences de nuit continuent à faire la grève de ces permanences, commencée le 2 juillet.

Les grévistes réclament que ces permanences soient compensées par 18 h de repos, au lieu de 12 h précédemment. La direction refuse toujours, et pour obliger les grévistes à céder elle les a « désignés d'office pour raison de sécurité ». Cela signifie que ceux qui refuseraient de venir seraient traduits en conseil de discipline pour « refus d'obéissance ». Cette procédure, véritable atteinte au droit de grève, est propre à la Fonction publique, et son utilisation est laissée à l'entière appréciation du chef de service, qui décide de ce qui relève ou non de la sécurité. C'est dans les faits une

véritable réquisition déguisée.

Forte de cette procédure, la direction a même décidé de compenser les permanences de nuit des « désignés d'office » par 6 h 20 de repos seulement, à prendre obligatoirement dans la semaine, soit encore moins que ce qui se faisait avant la grève. Mais devant la colère provoquée par cette décision, elle a tenté à deux reprises de négocier la fin du mouvement en proposant de revenir à la situation d'avant la grève, c'est-à-dire aux 12 h de repos compensateur. Par deux fois, les grévistes ont refusé. Et ils ont même décidé de se mettre en grève totale, à partir de mardi 31 juillet, non seulement la nuit, mais également dans la journée, si la direction en restait là.

Correspondant LO

## Main basse de la Ville sur le quartier de la Goutte-d'Or à Paris

Les projets de rénovation des quartiers insalubres concoctés par la Ville de Paris vont bon train. Après l'ilot Chalon près de la gare de Lyon, c'est le tour de la Goutte d'Or dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, un quartier pauvre, insalubre et peuplé en majorité de travailleurs immigrés.

Tous ces projets sont qualifiés « d'intérêt public », mais comme toujours, il y a des intérêts qui sont plus publics que d'autres.

Dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une enquête d'utilité publique sur la Goutte d'Or s'est terminée le 4 juillet. Les conclusions tirées, le préfet donnera le signal de départ des expulsions. L'Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (ASTI) dénonce l'enquête et exprime toute sa méfiance à l'égard du projet de réhabilitation qui ne s'engage en rien sur le relogement de la population du quartier.

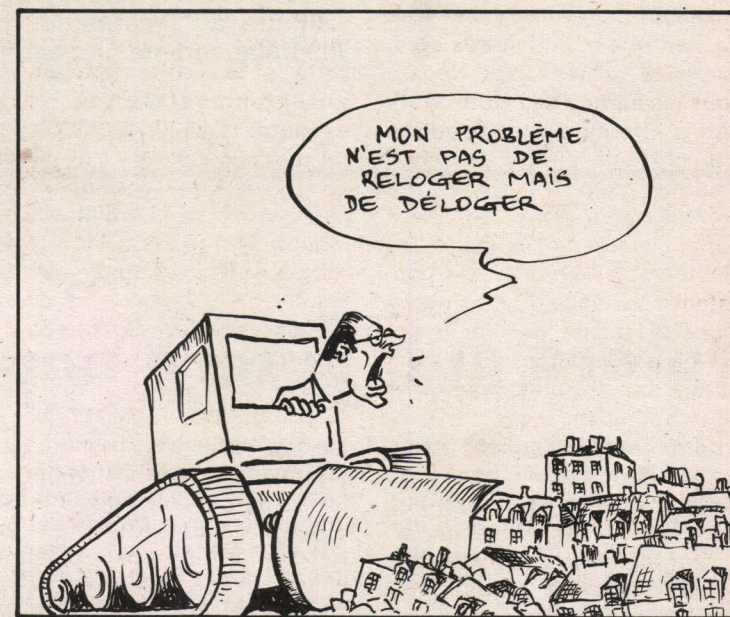
En fait d'enquête, aucune consultation véritable des habitants n'a pu avoir lieu. Avec des documents officiels hermétiques, l'absence d'interprète pour les immigrés (seul un interprète arabe s'est tenu de temps en temps à la mairie, mais sa présence n'avait pas été signalée), avec des observations à consigner par écrit,

alors que nombre d'habitants ne savent pas écrire en français, ajoutée au fait que la période de l'enquête publique a coïncidé avec le Ramadan, il semble bien que l'avis des habitants ne préoccupait pas le moins du monde les pouvoirs publics.

Quant au relogement, la question n'a jamais été réellement traitée. L'enquête publique sur la démolition de plus de 2 000 logements a été entreprise sans que le moindre plan de relogement ait été étudié. Les gens devraient se contenter de vagues promesses sur des réservations, des priorités, mais rien sur des attributions définitives. Rien n'est connu sur les types d'immeubles qui seront construits, sur le coût des locations, des accessions à la propriété. Et dans ce quartier où vivent de nombreux travailleurs immigrés avec leurs familles, rien non plus sur les conditions pour prétendre à un relogement définitif, notamment de précisions sur la notion de « situation régulière ». Les familles dont la femme s'est vu refuser la carte de séjour à cause de leurs mauvaises conditions de logement, y auront-elles droit ?

Les habitants du quartier ont tout lieu de s'inquiéter. Depuis

l'annonce du projet de rénovation-réhabilitation, de nouveaux genres d'expulsions ont vu le jour. Ainsi, l'ASTI explique que : « La Préfecture de police a prétexté que les bâtiments du 37, rue Polonceau étaient sur le point de s'effondrer pour récupérer le terrain et permettre la construction du futur commissariat. Ce qui a donné lieu, en plein hiver 84, à une expulsion scandaleuse, déguisée en évacuation d'immeuble en péril imminent. Les 52 habitants dont 19 enfants, propriétaires ou locataires de bonne foi, n'ont eu initialement comme propositions que des relogements de quelques jours, avec séparation des enfants ou 500 F par ménage et par enfant pour disparaître ! C'est la lutte acharnée des habitants pendant deux mois qui a permis que la plupart d'entre eux arrachent des relogements définitifs, en général hors du quartier... » L'ASTI ajoute que la Mairie veut expulser purement et simplement, au 7, rue de la Charbonnière, les habitants d'un immeuble (des personnes le plus souvent très âgées) qu'elle vient d'acheter... Et que des propriétaires jettent à la rue les locataires en hôtels meublés pour pouvoir les céder vides — ceci étant la condition sine qua non pour obtenir une



proposition d'achat de la Mairie.

En fait, tout tend à montrer qu'il a été décidé la suppression de la Goutte d'Or parce que cela ne faisait pas bien dans le paysage urbain et non pas pour améliorer les conditions de vie des habitants.

Pendant des années, les lieux ont été laissés à l'abandon, personne n'a jamais paru pressé devant les immeubles branlants, les logements loués en commun faute de ressources ou d'appartements disponibles ; personne ne s'est sou-

cié de ces immeubles privés d'eau parce que les sociétés propriétaires, qui encaissaient de la main à la main les loyers, ne payaient même pas leurs factures.

Alors, derrière cette rénovation, il y a sans doute un certain nombre de promoteurs et de marchands de béton qui lorgnent le quartier. Et leurs affaires sont certainement prises en compte. Quant à tous les problèmes qui se posent aux habitants, ils sont soigneusement passés sous silence.

Annick MORIZET



# Les ministres communistes sont partis du gouvernement, aux militants ouvriers du PC, maintenant, de prendre un nouveau départ

Depuis trois ans que le Parti Communiste avait des ministres, depuis qu'il participait, à portion congrue, à une politique anti-ouvrière dont il récupérait plus que sa part de discrédit, comme les résultats des dernières élections viennent de le montrer, on pouvait se poser la question de savoir jusqu'où irait sa solidarité et sa participation gouvernementales, jusqu'où irait sa vocation suicidaire.

Certes, il est plusieurs façons de mourir. Pour un parti profondément réformiste depuis des décennies, comme l'est devenu le Parti Communiste français, ce n'est pas une vie d'être condamné à l'opposition, de ne pas avoir de ministres, de ne pas gouverner comme les autres.

Mais d'un autre côté, et les trois ans qui viennent de s'écouler l'ont montré, l'exercice du pouvoir use les partis. Et il use les partis réformistes encore plus que d'autres, et plus vite, surtout en période de crise où l'art de gouverner consiste précisément à faire accepter aux travailleurs tous les sacrifices. Le Parti Communiste — le Parti Socialiste aussi, mais dans une autre mesure parce qu'il ne représentait pas la même chose — s'est usé très vite à la tâche.

Certes, un certain nombre de ses dirigeants, le clan des ministérialistes à tout crin — un tiers environ de son comité central selon la grande presse qui se croit bien informée — se flattent que les ministres communistes n'aient pas déparé sous les lustres de l'Hôtel Matignon. Fiterman et les autres ont été bons, meilleurs que d'autres même ! Mais ils ont été tellement bons, tellement pareils, que les travailleurs, les électeurs populaires qui faisaient confiance au Parti Communiste l'ont vu aussi et en ont été plutôt dégoûtés. Et la confiance, ou la vieille fidélité se sont amenuisées.

Dans les entreprises, même si la CGT n'a pas beaucoup perdu de voix aux élections professionnelles, elle a vu partir, sur la pointe des pieds, des adhérents et des militants en nombre significatif. Dans les quartiers et les communes, les cellules du Parti Communiste ne sont pas allées non plus en grossissant. Et sur le terrain électoral, surtout, la confiance perdue s'est mesurée en bulletins de vote. Des maires et des conseillers municipaux ont perdu leurs places avec leur influence ; et aujourd'hui, avec ses quelque 11 % de voix seulement — et combien dans deux ans, si la dégringolade continuait ? — le Parti Communiste peut craindre d'être réduit à moins que rien, à quelque 5 % des voix, comme le socialiste Defferre en 1969 !

Alors, la direction du Parti Communiste, ou du moins une majorité en son sein, sensible à la perte de crédit dans la classe ouvrière et à tout ce qu'elle signifie non pas d'intérêts ouvriers bafoués mais de places, de postes, d'influence perdus pour l'appareil du parti, a décidé de ne pas mourir comme ça, pas si vite. Du moins a-t-elle décidé de tenter quelque chose pour survivre. Et le Parti Communiste a quitté le gouvernement. Il n'a pas joué le jeu jusqu'au bout, ce qui ne veut pas dire qu'il n'en accepterait plus les règles. Mais il ne veut pas perdre tous ses atouts, là où il en a, dans la classe ouvrière. Alors, il a mis les pouces. Lui qui voulait pourtant devenir respectable, devenir un parti gouvernemental, il n'a pas accepté d'en administrer la preuve jusqu'à en mourir.

C'est ce qu'avait fait le Parti Socialiste dans les années 1950-1960. La SFIO de l'époque qui a représenté jusqu'à 23,4 % de l'électorat, dans les années d'après-guerre était quasiment tombée à presque rien vingt ans après, au point de disparaître en tant que telle. C'était la sanction d'une longue participation gouvernementale, sous toutes les combinaisons possibles et imaginables, jusque dans des gouvernements de droite, dont ceux qui ont inauguré, en 1950 et 1951, l'aide de l'Etat aux écoles privées.

Eh oui, pour avoir déjà, il a quelques dizaines d'années, cédé à la droite anti-laïque, anti-communiste et anti-ouvrière, la vieille SFIO disparut tandis qu'en guise de chant du cygne, quelques-unes de ses vieilles têtes, comme Guy Mollet, déroulèrent le tapis rouge sous les pas de de Gaulle.

Certes, le Parti Socialiste de l'époque n'avait à perdre qu'un crédit électoral. Le Parti Communiste a davantage à perdre, et surtout autre chose : en plus du crédit électoral, un poids militant dans la classe ouvrière qui continue à faire sa force et son originalité, même si celles-ci aussi s'émeuvent.

Alors, ceux qui l'ont emporté dans le Parti Communiste, ce sont ceux qui n'ont pas voulu sacrifier l'influence du parti dans la classe ouvrière, pas pour l'enjeu actuel du moins, qui n'ont pas voulu prendre le risque de l'intégration à tout crin — qui ressemble beaucoup il est vrai à une désintégration ; qui n'ont pas voulu la social-démocratisation intégrale, l'alternance jusqu'au bout... dans une situation où elle signifie surtout d'avoir à laisser la place à la droite plus vite que souhaité.

Alors, ce départ des communistes du gouvernement, est-ce

que cela pourrait être un nouveau départ pour le Parti ? Pour la classe ouvrière ?

Le Parti Communiste n'est pas si monolithique que certains le disent. Les avis et les interprétations y sont partagés jusques et y compris à sa direction, comme on vient pour la première fois d'en avoir aussi nettement des preuves.

Dans les entreprises, dans les syndicats, il est probable qu'un certain nombre de militants ou sympathisants communistes seront soulagés de ne plus avoir à trimballer la gamelle gouvernementale, de ne plus avoir à défendre ou justifier un gouvernement qui accumule les cadeaux au patronat et laisse s'étendre le chômage. Peut-être les plus combattifs interpréteront-ils la sortie du gouvernement comme un feu vert pour des luttes, et pourquoi pas, pour une lutte d'ensemble de la classe ouvrière ?

D'autres, par contre, seront probablement déçus. Qu'on le veuille ou non, le départ, après trois ans de participation, est un constat d'échec : échec de la gauche unie, échec de la gauche au gouvernement. Et quoi, maintenant ?

De façon plus large, dans la classe ouvrière, on ne voit pas pourquoi la sortie des communistes du gouvernement redonnerait le moral. Ce n'est pas parce que le Parti Communiste adopterait une politique plus « honorable » — encore que tous ne la jugent pas ainsi ! — que les travailleurs seraient moins déboussolés. Et la crise économique pèse aussi, très lourd. Si le Parti Communiste sort maintenant du gouvernement, simplement selon ses propres dires, parce que les résultats électoraux lui ont permis de mesurer le discrédit de la politique de la gauche — mais la sienne aussi ! — ça veut dire que le Parti Communiste a mené une politique jugée mauvaise ; qu'il s'est trompé ; qu'il a mis trois ans à s'en rendre compte, et ce n'est pas un réconfort ! Et puis, sa façon de continuer à dire qu'il en est toujours sans en être ; que depuis 1981 il participait sans toujours soutenir, alors que maintenant il dit vouloir soutenir sans participer, ce n'est pas très réconfortant non plus. Sait-il vraiment ce qu'il veut ? A-t-il fini de changer d'avis ? Peut-on s'y retrouver ?

Et déjà, les plus réformistes — ceux qui avaient ou ont conservé le plus d'illusions dans une gauche unie au gouvernement — voient se profiler avec inquiétude l'ombre de nouvelles querelles dans la gauche ; d'une nouvelle guerre entre socialistes et communistes sans vouloir se rendre à l'évidence que lorsque PC et PS

étaient unis et en paix au gouvernement contre les travailleurs, ce n'était guère mieux.

Par sa sortie, le Parti Communiste cherche à tirer sa propre épingle du jeu, mais les travailleurs, eux, sont laissés avec leurs problèmes, avec leurs doutes, leurs inquiétudes quant à l'avenir. Le rapport de forces entre la classe ouvrière et les possédants n'en est pas changé pour autant. Il n'y aura pas, automatiquement, davantage de luttes. La classe ouvrière n'aura pas, automatiquement, davantage confiance dans ses propres forces. Car évidemment, le départ de quatre ministres communistes ne signifie pas que la direction du Parti est devenue révolutionnaire. Il n'est même pas dit que sa politique sera de chercher à impulser des luttes, à encourager les travailleurs à reprendre confiance dans leurs propres forces et, a fortiori, à préparer une offensive générale contre le chômage et la baisse du niveau de vie.

Pas plus qu'avant, ce n'est la politique des dirigeants du Parti Communiste de donner à la classe ouvrière une telle perspective. Leur « sortie » répond à des préoccupations partisans, malheureusement, et pas à la volonté que les intérêts généraux de la classe ouvrière soient préservés.

Le départ des communistes du gouvernement ne crée donc pas une situation nouvelle, d'emblée. Il ne change pas la situation défavorable à la classe ouvrière même si il est destiné à changer la situation défavorable du Parti Communiste.

Alors, il y aura peut-être des luttes, comme depuis trois ans d'ailleurs. Il y aura peut-être, ici ou là, des luttes impulsées par des militants combattifs du Parti Communiste et de la CGT qui s'y sentiront — à tort ou à raison — plus encouragés.

Dans certains cas, ces luttes correspondront à une réelle combativité des travailleurs d'une entreprise ou d'un secteur. Mais il est possible aussi que le PC cherche à déclencher des conflits dans le cadre d'une petite guerre contre les socialistes et le gouvernement, pour montrer, de façon contrôlée, qu'il est bien dans l'opposition. Et le Parti Communiste est capable, alors, comme il l'a fait dans les années 1948 à 1950, de déclencher des mouvements aussi durs et radicaux en apparence que minoritaires et inefficaces en réalité. Il est possible encore que si certains militants communistes encouragent à la grève, sans arrière-pensées partisans que les travailleurs pensent pourtant qu'ils le font pour des raisons « politiques », seulement parce que le Parti Communiste n'est

plus au gouvernement et qu'ils ne suivent pas.

Eh oui, les militants sincères du Parti Communiste risquent de payer le manque de confiance de la classe ouvrière dans leur parti, le crédit perdu par sa politique passée. Tout se paie, et il est probable qu'il sera dur de remonter la pente.

La classe ouvrière, sans aucun doute, est aujourd'hui désorientée, démoralisée, peu encline à prendre en mains ses affaires. Il faudra sans doute toute une politique, beaucoup de conviction et d'acharnement pour lui redonner confiance, pour effacer les traces des illusions faciles et des espoirs déçus.

Mais si à cette tâche de préparer les luttes à venir s'attellent non seulement quelques centaines de militants ouvriers révolutionnaires mais aussi des milliers de militants ouvriers du Parti Communiste ; si ces derniers pensent qu'ils peuvent y aller, s'ils interprètent de cette façon-là — qu'ils se trompent ou que ça leur plaise de mal comprendre — le départ de leurs dirigeants du gouvernement, eh bien, cela peut contribuer à changer le moral de la classe ouvrière.

Les militants ouvriers du Parti Communiste savent qu'il y a dans les entreprises — des militants révolutionnaires qui ont de l'audience, de l'influence. Si ces militants du PC choisissent d'encourager à la lutte, de la préparer, et si eux-mêmes étaient prêts à faire confiance à la classe ouvrière, à sa responsabilité et à son imagination dans les luttes, sans s'en remettre uniquement aux appareils prudents et à leurs délégués estampillés, alors ils pourraient compter sur la collaboration fraternelle de militants révolutionnaires. Et les uns et les autres, même s'ils n'ont pas les mêmes perspectives politiques, pourraient contribuer ensemble à la réussite d'une riposte efficace de la classe ouvrière.

C'est aux milliers de militants ouvriers communistes et cégétistes — et à tous les autres aussi — de faire leurs comptes. En trois ans, la politique de leurs dirigeants a contribué largement à la démoralisation de la classe ouvrière, et elle a conduit le PC à perdre presque la moitié de son crédit électoral. Si ça prouve quelque chose, c'est que dans une période de crise le réformisme, la confiance dans un quelconque gouvernement ne paient pas. Au contraire, ils coûtent cher, et l'addition pourrait s'alourdir encore.

Alors, c'est peut-être le chemin de la lutte extra-parlementaire, et lui seul, qui paie.

Michelle VERDIER



# Nous continuons à publier la liste de tous ceux qui, pour les élections européennes, nous ont aidés à faire entendre « La voix des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche et opprimés par la droite ».

## LE MANS

Une agricultrice, 10. Chantal, 20. Syndicaliste CGT, 20. Anonyme, 30.

## PROVINS

Didier, OS, 200. J. Michel, cuisinier, 20. Didier, cuisinier, 30. Didier, lycéen, 10. Fred, lycéen, 20.

## AMIENS

Chabine, 50. Stéphane, 50. Benoit, 20. Un ferrailleur, 6. Naïs, 20. Danièle, 100. Marie, 154.

## YONNE

Gajdos Michel, 10. Dominique, manoeuvre, 10. Eric Ash, 20.

## NIMES

Une sympathisante, 50. Anastasia S.C., 50. Claude, 250. Katia, 20. Un prof, 100. Une employée municipale, 30. Une copine de LO, 50. Prof lycée Daudet, 20. Claudine, 80. Un copain de LO, 250. Une copine de LO, 100. Famille JO, 50. Max le « batteur », 50. La sœur de Max « Anna », 50. Monique Barbier, 10.

## VALENCE

Caroline et Natacha, 50. Bernadette, 100. Danièle, 100. Jeanine, 100.

## NERE (10)

Remy Vieille, 200. Christine Gasparella, (secrétaire CGT au ministère de la Mer), 100. Josiane Gasparella, 100. C.M., 30. X, 10. Y., 5. Z., 20. A.F., 5. F.L., 5. Michel et Nadine Lepicq de Coutances (Manche), 100. Martin Patrick, 1.000.

## MONTPELLIER

Colette, 100. Boulet, 100. Michèle, 50. Suzanne, 50. Micheline, infirmière, 100. Myriam, éducatrice, 50. Monique, éducatrice, 30. Brigitte, éducatrice, 50.

## SAINT-QUENTIN

Sympathisant Paris, 800. Enseignant St-Quentin, 20. Enseignant St-Quentin, 40. Enseignant St-Quentin, 20. A. Richard, 20. Enseignant St-Quentin, 20. Enseignant St-Quentin, 20. A. Vallier, 50. Béatrice Jean, 20. A. Lo Carmine, 100. R. Coisne, 50.

## CLAYE (77)

Sophie, 100. J.P., 50. Marie-Claire, 200. Gérard, 100. Maman, 100. Michel, 50. Prof, 200. Prof, 100. Prof, 50.

## RAMBOUILLET

Simone, 13. Sympathisant, 100. Un ingénieur, 50. P.L., 200.

## ARGENTEUIL

Jeannine, 50. M., 50. Maman de K., 20. Edith, 30. Guy, 50. Christian, 50. Gilles et Claudine, 20. Corinne, 30. Une pré-retraitée, 25. Un ouvrier retraité, 50. do, 50. Illisible, 20. Pansart, 50. Jeanes, 100. M. Moreno, 50. René, 20. Mme, 20. Anonyme, 50. Fontes Guy, 50. Une sympathisante, 100. Une sympathisante, 10. Bernard, 200. Hego, 34. Vasseur, 40. Aïssaoui, 30. Larbi, 10.

## SNIAS - LES MUREAUX

Une sympathisante, 200. Un technicien, 100. Un technicien, 50. Un préparateur, 100. Binet, 60. Dufour, 100. Sudré, 10. Jethaz, 100. Traverse, 20. Monteux, 20. Chevallier, 20. J.D., 100. Luc, 100. Un ouvrier, 10. Pierre, 10. Marie, 15. Jean-Louis, 20. Guy, 10. Un dessinateur, 15. Une secrétaire, 20. Anonyme, 10.

## SNECMA CORBEIL

Hubert, 10. André, 10. Lenaïd, 10. Jean B., 10. Giaco, 20. Laurent, 10. Di Joia, 20. Didier, 100. Goureau, 100. Farid, 20. Doucou, 10.

## CAF - R.P.

Jeannine, 20. Yves, 50. Martine, 20. Georges R. GM, 50. Sylvie, 20. Jacqueline CAFRP, 20. Pullman, 20. Michèle, 30. Sylvie, 50. Collecte CAF, 162. Annie Sornin, 100. D.M., 50.

## CAF NATIONALE

Loulou, 100. Collecte, 15.

## VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Immigré portugais Dias, 10. Jeune étudiante algérienne, 10. Travailleur antillais, 20.

## AGF

M.J.M., 100. Petit, 20. M.B., 30. Chritiane, 50.

## SNCF

Mazot Jean-Jacques, 50. Christian, 100. Collecte réseau est, 23.

## RATP CHAMPIONNET

Collecte, 170. Pascal, 15. Bramard, 10.

## RATP RÉSEAU FERRÉ

Un conducteur LII, 20. Un SCT LII, 20. Un sous-chef de gare, 10. Un conducteur LII, 20.

## BONDY

Mme Brault, 20. Yves, 100. Pascal, 200. Colette, instit, 50. Benoit, 30. Carn Martine, 50. Ouvrier italien contre les frontières, 30. Christian, instit, 100. Isabelle, 50. Anonyme, 5. Anonyme, 10. Dépôt RATP-Pavillons, 28. Patricia, 100.

## ARGENTEUIL

Caplet, 10. Larbi Mansour, 10. Maza, 5. Augusti, 10. Illisible, 10. Copain, 200. Anonyme, 10. Petite jeune et son mari, 20. Prof R. Rolland, 200.

## MAISONS-ALFORT

Un travailleur de l'EDF, 6. Une institutrice, 20. Christian, enseignant, 150.

## YVELINES

M. Martin, 20. Un sympathisant, 15. Millet, 10. Lopez, 25. Illisible, 10. J.L. Brunet, 10. Dany, étudiante, 20. Max, 10. Soutenir les jeunes, 2,60. Société pourrie pour les jeunes, 10. Nathalie, lycéenne, 15. Chômeur, 3.

## PARIS

Une collègue, 10. Amélia, 20.

## CREIL

Schmitt, 20. Une écologiste, 10. André, 10. Jacob, 40.

## YVELINES

Moufarhir, 6,80. Dao, 10. Un opposant pour la liberté d'expression, 10. Je travaille pas mais..., 0,50. Contre la gauche bourgeoise, 2. Collectes : Michel Bourges, 247,20. Rosières, 60. Jean-Louis, 100. Murat Carl, 100. Sagol Sylvie, 50. Un copain, 50. Une ménagère de la Chancellerie, 20. Casagrande, 50.

## GUÉRET

Paul, 200. J. Christophe, 15. Georges, 20. Patrick, 20. Anonyme, 10. Gérard, 20. Daniel, 20. Pour arrondir, 5.

## LIMOGES

Un Saviem, 10. Un copain, 24. Anonyme, 50. Un sympathisant, 200. Un ouvrier démoralisé, 20. Un ouvrier, 20. Un ouvrier, 10. Un instit, 10. Portella René, 100. Chamoulaud, 50. J. Paul, 100. Pour Arlette, 20. Edith, 20. Un cheminot pour la lutte, 50. Bernard, 15. Un conducteur de la CTL, 80. Catherine et Jacques, 60. Un cheminot, 20. Un cheminot, 20. J. Pierre, cheminot, 30. Un cheminot, 20. Un cheminot, 10. Cheminot retraité, 50. Guy, cheminot, 80. Francis Lalle, 10. Un retraité, 15. Pour arrondir, 201. Couty S., 200. Retraité porcelaine Angleraud, 10. Un retraité de RVI, 50. Un sympathisant, 10. Un ouvrier RVI, 20. Un chômeur, 10. Jacques, 20. Marcheix, 20. Bichaud, 10. Robet, 10. Joël (avec mes regrets), 17. Un soutien, 10. Sazerat, 10. Moi, 5. Soutien, 3. Lepine Cécile, infirmière, 100. A une vente, 10. Henry, 10. Mme Dray Dolorès, 20. Mme Menard, 20. Anonyme, 50. Retraité, 14. Retraité, 4. Rousseaud P., surveillante d'internat, 50. J. Lou, 20. Beber, 30.

## CHS ESQUIROL

Naudon, infirmière, 100. Daller, infirmière, 30. Rousseaud M. Line, infirmière, 50. M. Thérèse Coinaud, 200.

## ORLÉANS

Franck Vigny, 10. José Gonzales, 40. Anonyme, 50. Mme Bergevin, 10. Anonyme, 10. Une copine, 10. Un copain, 50. Agnès, 30. Anonym (ain), 10. Un copain, 50. Anonyme, 30. Un étudiant de Sc. Eco, 80. Un punk anarchiste, 30. Un étudiant de sciences, 10. Anonyme, 10. Etienne, 10. Anonyme, 5. Pautrot E., 10. Un passant fauché, 1. Chateil (militant PCF), 15. Herbel, 5. Anonyme, 6. Sympathisant, 30. Tessier, 5. Heurteau, 15. Abdal, 10. Mme Margnaut, 20. Une employée de la CPM, 10. Eric, 50. Fatima, 200. Pascale, 10. Un prof d'anglais, 50. Anonyme, 20. Un sympathisant, 10. Un anti-savariste, 10. Sympathisant, 5. Un travailleur de la CEPEM, 10. Françoise, 50. M. Grillon, 100. J. Pierre CCP, 10. Bensorena, 20. Nadine CCP, 25. Une travailleuse des CCP, 10. Sympathisante, 50. Annie, 10. J. Michel Laforge, 50. Christiane CCP, 100. Claudie CCP, 20. Madeleine CCP, 10. Collecte CCP, 135. Patrick Duhamel CCP, 250. Marché de la gare, 6. Murin Michel CCP, 100. M. et Mme Morin, retraités St-Denis-en-Val, 50.

## LOIR-ET-CHER

Girard Guy, 50. Girard Frédéric, 50. Irribarria Vicente, 50. Péna José, 25. Simone, 50. Marie Claire, 100.

## VIERZON

Dezclu Dominique, 30. Harrault J.-Marie, 30. Bras Jean, 20. Isabelle, Jaget, 50. Le papa de Nadine, 100.

## NEVERS

Fontaine, 20. Perceau, 20. Un technicien, pour que les travailleurs puissent se faire entendre, 100. Un ouvrier d'Imphy, 20. M. et Mme Machavaine, 50. Un ouvrier, 100.

## MOULINS

Durin Thierry, 20. Auger, 8,50. Bardet, 23,50. De Rauglaudre, 20. Pour lutte contre l'injustice du financement des partis, 10. Lafuret, quelqu'un qui ne sait pas trop et qui espère savoir beaucoup, 20. Pour LO mais pas pour tout, 20. Pas pour Arlette mais pour les idées, 30. Peulochi, 50. Stéphanie, pour des nouvelles fringues pour Arlette, 20. Oferbaud, 50. Un camarade, 50. Pour de nouvelles fringues pour ma concierge, 62.

## LYON

Mme Boissière, 6. M. Durupt, 50.

## ENTREPRISE BOUVET-MAGNE (Lyon)

Telli Mohamed, 10. Copain PCF, 30. Richard, délégué CGT, 10. Brissot, 10. Syndiqué CGT, 10. Syndiqué CGT, 20. Pascal, délégué CGT, 100. Jeannot, syndiqué CGT, 10. Sympathisant CGT, 5. Syndiqué CGT, 10. Syndiqué CGT, 10. Syndiqué CGT, 5.

## LYON

Dominique, 100. Une sympathisante radio, 30.

## SNCF - ATELIERS D'OULLINS

Girard, 30. Crouzet, 44.

## LYON

Leanermi, 44. Une sympathisante, 30. Bruno, 30. M.D., 100. Collecte M., 100.

## SAINT-ETIENNE

Instit sympathisant, 50. Annie F., 20. Pour Arlette, 30. S. Pierre, 20. M. Senut, 20.

## RIVE-DE-GIER (Loire)

Une aide-soignante, 20.

## SAINT-CHAMOND (Loire)

Narret, 100.

## RÉGION SUD-EST

## NIMES

Une copine, 200. Retraité mécontent, 4. Un facteur nîmois, 50. Maman qui soutient vivement, 50. Michèle, 50.

## MARSEILLE

Une aide-soignante, 20. Marthe, 30. Anonyme, 10. Bouchez, 10. Peychet-Robert, 150. Michel, 100. Un échaffaudier ciotadens, 10.

## CHANTIERS NORD-MÉDITERRANÉE - LA CIOTAT - MARSEILLE

C.N.M., collecte, 170.

## RÉGION PARISIENNE

Perdue, 250. Perdue, 200. Perdue, 200.

## RÉGION D'ORLÉANS

Colette, 50. Arlette, hôpital, 100. Christian, 100. Pour la gauche de gauche, 50. Poster, 10. Hugues, 10. Chevalier, 10. Jairon, 25. Les Gouff, 50. Pierre, 15. Monique, 100. Fonctionnaires équipement et éducation nationale, 100. Collecte Renault, 8. Soutien réunion publique, 85. Une femme marché, 20. Un gars en collage, 10. Daniel et Rolande, 30. Mertens, 200. Alexis, 10. Bruno, 10. Bruno, 50. Sophie, 20. Lulu, 10. Irène, 35. Line, 50. Alaini, 10. Millois Philippe, 10. Denis, 10. Frandy, 10. François, 20. Frank, 20. Philippe, 20. Simone, 10. Boulanger, 50. Larens, 10. Mme Trochet, 10. Mme Guillou, 10. Mme Bessemoulin, 10.

## SNCF DÉPÔT PARIS SUD-OUEST

Hervé, 50. André D., 50. Carbonne E., 50. Mery Galet, 50. Dollence J.J., 100. Hovaere, 50. Naud, 50. Sekreta, 50. Portier, 50. Milliton, 50. Turmel, 100. Babin, 20. Amzallag, 20. Deney, 50. Fagete, 20. Sympathisante, 50.

## SNCF JUVISY

Duval, 100. Sallée, 100. Fourrière, 20. Chaussade, 10. Manzanera, 10. Bouchet, 20. Boitard, 10. Peyresaubes, 20. Guillaume, 10. Aguogue, 30. Dulin, 50. Sounda, 20. Fournié, 20. Dalla, 20. Michel, 100.

## SNCF VILLENEUVE TRIAGE

Patrick, 20. Mourgue, 10. Deplanche Michel, 20. Vasseur Armand, 10. Un cheminot de Villeneuve, 5. Lecourieux Daniel, 10. Dog, 10. Salade Gérard, 10. Mallet Alain, 10. Emile de Marseille, 20. Dédé de Béziers, 20. Latchou Assogane, 20. Sanchez Montones, 10.

## RÉGION PARISIENNE

PTT BRUNE

Agnès, 50. Philippe, 50.

## HISPANO-SUIZA

Heurtaux-Atelier, 20. Collecte : 248.

## CAF

Zab, une sympathisante, 150. Garnier Brigitte, 50. Un sympathisant, 20. J.L., Le Breton Révolutionnaire, 100. Régis, 50.

## AGF-FAVART

Deb Nicole, 15. Pour une équipe sympathique et dynamique, 20. Barat, 10. Dalaine, 20. Par sympathie, 15. Je ne suis pas du tout d'accord avec vous, mais je donnerai pour que vous puissiez vous exprimer, 20. Jean-Marc, 50.

## CAF PARIS 15°

Ducrot Ghislaine, 50. Ducrot Pascal, 50. Huissier, 20. Pour la pluralité, 50. U.G., 20. Service livraison, 25. Secrétariat, 15. UG nationale, 10. Dispensaire, 20.

## EDF LA PLAINE-ST-DENIS (93)

Pavez, 15. Dezileau, 100. Bernard Pouvreau, 20. Lucien Vannier, 20. Cl. Garcia, 50. Bacle J.J., 100. Kotelba Alain, 10. Duthil, 10. Patrie Claude, 50. Deletoile, 20. Nunc H., 50. Messager Patrice, 30. Lebrun Roger, 10. Crouzatier, 20. Monjanel, 10. Yolande Leroux, 50. Illisible (Argenteuil), 10. Sontag, 50. Laurette, 10. Le Quinqui, 30. Anonyme, 10. Le Desst Bernard, 15. Sceuil, 10.

## EDF PARIS 15°

Christian Milleret, 100. Pascale Milleret, 100.

## SAINT-DENIS

J. Luc, 20. Mamadou, 15. Amhed, 15. Sacco, 15. Benhamou Yvonne, 20.

## ALSTHOM - LE BOURGET

Un ouvrier, 20. Armand, 50. Dédé, 10. Un ouvrier, 10.

## BNP BARBÉS

Tanneau Joël, 50.

## CRÉDIT LYONNAIS

C. Mercier, 100. G. Lamotte, 100. Collectes : Siège : 126,50. Berlitz, 44. Anneces, 375,50. Mme Claude Christophe, 200. Un employé, 5. Une employée, 5. Un chef de groupe, 5. Une employée, 5. Une anonyme, 5. Pour Arlette, 40. Anonyme, 20. Annick, 150. Labboz Catherine, 200.

## THOMSON - LEVALLOIS

Renaudin, 20. Hayet, 150. Slimani, 30. Guy, 50. Patrice, 300.

## REGION PARISIENNE ET BEAUVAIS

Danièle, 100. Un sympathisant, 50. Annick, 20. En soutien, 14. Christiane Jongit, 100. Un lycéen de Chaptal, 50. Pour Arlette, 200. Desesquelle J.-Louis, 50. Thirion Christian et Gina, 30. Un ouvrier de DBA, 20.

## RHONE-POULENC - PONT DE CLAIX

Collecte : 793. Alfonso, 10. Ganguet, 20. Mermet Yvette, 20. Mermet Christiane, 30.

## ATOCHEM - JARRIE (Isère)

René, 10. Un bardeur, 20. Michel, 5. Gérard, 10. Un copain, 12. Philippe, 5. Un surveillant, 8. Camarade Michel, 20. Un trieur de long, 15. Un séparatiste, 10.

## MONTPELLIER

Vente Monoprix, 34. Karimkhani, 20. Employé, 20. Sympathisant, 50. Deux déçus, 20. Un sympathisant, 20. Soutien, 20. Rejon PTT, 60. Rejon Georgette, 20. Employé PTT, 10. Employé PTT, 40. Patrick PTT Montpellier, 50.

## MARSEILLE

En soutien, 10. Pour soutenir Louis, 20. Isabelle, 10. Pasquale, 20. Geneviève, 15. Roland, 25. Hélène, 15. Collecte CCP, 90. 7 copains, 60. Fertenez, 10. Une dame de Cannes, 10. Une famille italienne, 5. Participation, 5. Illisible, 20. M. Mathieu, 20. Michèle Glaise, 100. Caba, 24. Un habitant de « La Rose », 6. Madame Alfréda Lacquemant, 20. Madame Monique Ingarsia, 20. Madame Fracchia, 5. Caïmi, 20. Collecte SNIAS Marignane, 80. Ancienne de caravane, 20. Murat, 50. Bugia, 15.

## AIX-EN-PROVENCE

Eric, 10. Féraud, 10.

## SAINT-CHAMOND (Loire)

Des ouvriers d'Ermont SA, 50.

**TOTAL DES SOMMES  
REÇUES A CE JOUR :  
1.102.669 F**

## Les dépenses de la campagne électorale

Nous continuons de publier les listes de tous ceux qui nous ont aidés à financer la campagne des élections européennes de juin 1984.

Beaucoup de candidats ont fait remarquer la charge financière que représentait cette campagne et c'est vrai que cela représente une lourde charge pour les petites organisations et nous remercions d'autant plus tous ceux qui nous ont aidés, soit de leur argent, soit de leur peine, soit des deux.

Mais évidemment, selon qu'on est une petite organisation politique comme Lutte Ouvrière, un grand parti ou un parti plus ou moins grand mais soutenu par un groupe financier de la bourgeoisie, on ne fait pas exactement la même campagne électorale. La campagne de Lutte Ouvrière n'a pas coûté des milliards. Les affiches de Lutte Ouvrière n'ont pas été collées par des colleurs professionnels sur des emplacements publicitaires réservés dont le mètre carré vaut une fortune. Nous n'avons pas d'affiches de 20 m<sup>2</sup> en quadrichromie comme en avaient Simone Veil ou Le Pen.

Nos bulletins de vote étaient à demi-format et à peine 1 % des électeurs ont pu recevoir une profession de foi car nous

n'avons pas pu en faire imprimer plus. Un quart des panneaux électoraux seulement ont reçu nos affiches.

Par contre, dans toutes les villes où nous avons des camarades, ceux-ci ont collé des affiches reprenant nos slogans, en affichage libre.

Tout ceci, ajouté au fait que beaucoup de travaux ont été effectués bénévolement par tous ceux qui nous soutiennent, a réduit le coût de la campagne de Lutte Ouvrière à :

— impression et expédition aux préfectures des imprimés électoraux (essentiellement bulletins de vote) . . . 1 720 892 F  
— caution légale . . . 100 000 F  
— location salles meetings et divers . . . 15 000 F  
— impression des affiches slogans pour affichage libre . . . 199 000 F

**2 034 892 F**  
c'est-à-dire environ 200 millions d'anciens francs, dont 110 millions ont été couverts par notre souscription et le reste par les cotisations de nos militants.

Nous avons choisi de faire une campagne réduite, même si cela n'a pas permis à certains électeurs de voter pour notre liste. Nous préférons cela, à ne pas faire entendre du tout notre voix.



# Vérité des prix des services publics : le grand mensonge

« On demandera donc moins aux Français en tant que contribuables, mais on les fera davantage payer en tant qu'usagers des services publics ». C'est ainsi que Paul Fabra, journaliste économique du Monde, explicitait les intentions de Bérégovoy.

Si les recettes de l'Etat diminuent, du fait de la baisse des impôts, le gouvernement de Fabius, qui tient à faire preuve de ses capacités à équilibrer son budget, doit évidemment diminuer ses dépenses en conséquence.

C'est bien pourquoi Bérégovoy parle d'en venir à la « vérité des prix » pour les services publics, en particulier pour le téléphone, la SNCF, le Gaz de France, la RATP... Autrement dit, les usagers paieraient aujourd'hui moins que cela coûte; autrement dit surtout, les tarifs devraient augmenter.

Cette vérité des prix des tarifs de services publics, et ce n'est pas la première fois qu'on nous en parle, qu'est-ce que cela veut dire? Qui en juge? Les usagers en ont-ils les moyens? Les ministres, ceux de gauche plus que ceux de droite, nous livrent-ils les comptes des entreprises concernées? Nous soumettent-ils leurs recettes et leurs dépenses, et nous offrent-ils de décider quelles dépenses on fait, et pourquoi?

Alors, tout d'abord, la « vérité des prix », c'est la leur, celle qu'ils sont seuls à connaître, celle qu'ils nous cachent, et pas celle des usagers. Et, autant qu'on sache, c'est une vérité qui inclut les intérêts de quelques grands trusts bien plus que ceux de l'ensemble de la population utilisatrice. Une vérité, même, qui fait payer aux usagers l'alimentation des caisses de bon nombre d'industriels.

Les PTT par exemple, en matière de téléphone, ont décidé d'installer partout, à terme, le système « Télétel », dont l'utilité reste à démontrer, ou de s'équiper en câbles optiques alors que les câbles en usage font probablement encore l'affaire. Les sociétés qui fabriquent ces câbles ou ces gadgets modernes ont ainsi un marché tout trouvé, fourni par l'Etat et par les PTT. Comme elles vendent cher, les PTT, comme par ailleurs, l'EDF pour les centrales nucléaires, ont passé des emprunts colossaux sur les marchés financiers internationaux, pour payer ces investissements. Et PTT comme EDF remboursent à des taux d'intérêt élevés.

La vérité, la voilà donc : le téléphone coûte cher, toujours plus cher à l'utilisateur ; de même que l'électricité ou les transports, parce qu'il faut financer ces commandes à quelques trusts, privés ou publics, et leur permettre de faire des bénéfices colossaux.

Mais quel intérêt en retour? Les usagers souhaitent-ils vraiment cette dépense? L'ont-ils voulue? On ne leur a pas demandé, certes, mais on peut supposer que l'Etat et sa politique en la matière les obligent à vivre au-dessus de leurs moyens. Si les usagers décidaient de la gestion du téléphone, ils ne décideraient peut-être pas ces investissements trop coûteux dont ils estiment ne pas avoir besoin.

Et il en va de même à la SNCF, qui s'est équipée très coûteusement en TGV. C'est peut-être moderne, beau, rapide. Mais la Renault 25 aussi, et tout le monde ne se la paie pas pour autant. Alors, si tous les usagers avaient été consultés, ils n'auraient peut-être pas opté pour la multiplication des TGV. Peut-être auraient-ils préféré la modernisation et l'amélioration du réseau ferré de banlieue par exemple. Peut-être auraient-ils préféré aller moins vite pour les quelques rares longs voyages qu'ils font une ou deux fois par an, et plus vite et moins cher pour leurs trajets quotidiens.

Les entreprises françaises qui ont participé à la construction du TGV, par contre, avaient besoin qu'il soit mis en chantier et rôdât en France, pour avoir une vitrine commerciale, pour avoir des chances ensuite de vendre à l'étranger et de faire de gros profits.

Alors, leur vérité des prix n'est pas la nôtre. Nous n'avons aucun contrôle sur les comptes des entreprises dites abusivement « publiques », sur le bien-fondé et l'utilité des dépenses et investissements qu'elles décident, en accord et négociations avec les seuls industriels qui ont l'Etat et ses hommes dans leur manche.

Mais la seule vérité que nous connaissons sera celle de la hausse des prix et des tarifs. Il y a déjà celle du téléphone ; on

vient de nous annoncer celle du métro ; parce que si l'Etat et les industriels qu'il sert partagent avec tous les investissements (là, c'est vraiment public!), ils ne partagent pas avec les usagers les profits qui restent privés!

Sylvie FRIEDMAN

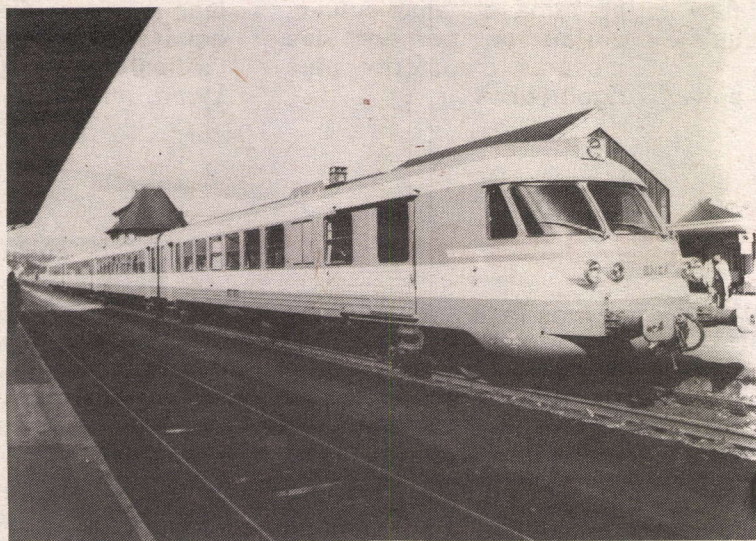
## Un train peut en cacher un autre

Deux rames de TGV viennent d'être achetées par la poste pour transporter le courrier entre Paris et Lyon, via Mâcon.

Les lettres gagneront ainsi deux ou trois heures de voyage. Mais ce n'est pas pour autant que le courrier, une fois à Lyon, sera trié plus vite.

Alors gain de l'opération : rien pour l'utilisateur qui continuera à attendre son courrier deux ou trois jours, mais une bonne poignée de dollars pour Alstom en mal de commandes.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT Recette Principale - Grangier-Dijon.



La technique moderne, c'est très bien, mais quels sont les coûts exacts? Quels progrès sont les plus utiles? Des « vérités » qui restent soigneusement dissimulées.

(Ph. AFP)



# Même pas égaux devant la réduction d'impôt!



Premier acte de Bérégovoy, nouveau ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, ex-ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale de Mauroy : la suppression de la contribution de 1 % pour la Sécurité sociale décidée en mars 1983, reconduite en 1984 et présentée à chaque fois comme une mesure transitoire.

Cette mesure allégerait de 12 milliards l'impôt sur les ménages.

Ce « cadeau » s'ajouterait aux promesses d'allègement de la taxe professionnelle (les entreprises paieront 10 milliards de moins) et de l'impôt sur le revenu (10 milliards de moins aussi).

Que de milliards en moins à payer pour les contribuables!

Mais les contribuables vont-ils tous en bénéficier de la même façon, et quels sont ceux qui en bénéficieront le plus?

Pour ce qui est de la taxe professionnelle, seuls les patrons tireront avantage de son allègement puisque seuls ils en sont redevables. Et comme cet impôt alimente pour beaucoup les caisses des municipalités — et ce sont les municipalités populaires qui comptent sur leur sol les plus nombreuses et les plus grandes entreprises — les plus pauvres le paieront probablement en retour, si l'Etat ne prévoit de compenser cette perte, par la diminution des moyens financiers des communes, et

donc des avantages sociaux qu'elles peuvent encore offrir.

Pour ce qui est de la réduction de l'impôt sur le revenu, le Conseil des ministres n'a pas encore décidé si la réduction allait consister à supprimer la surtaxe sur les moyens et hauts revenus, ce qui avantagerait seulement, et de toute évidence, les plus riches, ou s'il allait plus simplement réduire pour tout le monde la note à payer de 5 %. Mais même cette dernière solution d'une réduction en pourcentage profiterait principalement... à ceux qui payent beaucoup d'impôts, c'est-à-dire à ceux qui ont les plus gros revenus!

Pour un célibataire qui gagne aux alentours de 7.000 F par mois, une réduction de 5 % signifierait 680 F de moins à payer, sur la base du calcul de l'imposition pour les revenus de 1983 (d'après La Vie Ouvrière Spécial Impôts de janvier 1984). Par contre, pour un célibataire salarié gagnant quelque 30.000 F par mois, cela représenterait une réduction d'environ 7.200 F. Une réduction dix fois plus importante.

Et quand on gagne 30.000 F par mois, on peut plus facilement se passer de 7.000 F que de 700 F quand on en gagne seulement 7.000 F.

Bref, sous couvert d'une diminution prétendument égale pour tous, l'Etat ferait encore des cadeaux aux plus riches.

S.F.

## Gare du Nord

# Usagers et cheminots en colère

Vendredi dernier en début de soirée, à la suite d'une agression contre l'un de leurs camarades qui dut être hospitalisé, les conducteurs de train du réseau banlieue Paris-Nord ont décidé de débrayer.

Un débrayage très suivi par lequel une nouvelle fois, les cheminots ont tenu à montrer leur volonté de remettre en cause les orientations de la SNCF.

Depuis plusieurs années, la direction tient à faire le maximum d'économies sur le dos du personnel et des usagers.

Pour les conducteurs, cela se traduit par le fait qu'ils sont dorénavant seuls pour à la fois conduire et répondre à tous les problèmes auxquels sont confrontés les voyageurs.

Vendredi dernier, l'exaspération des voyageurs était telle à la gare du Nord que certains d'entre eux s'en sont pris aux locaux de la direction. Quelques vitres ont volé en éclats. Plus de peur que de mal, mais à trop mépriser les usagers et le personnel, la direction de la gare du Nord a finalement récolté ce qu'elle a semé.



## Une crise économique et politique profonde que les élections du 23 juillet n'ont pas résolue

C'est par un résultat ambigu que se sont soldées les élections israéliennes du 23 juillet. Si le Likoud, le parti au pouvoir de Ytzhak Shamir, a perdu des voix, l'opposition travailliste de Shimon Peres a été bien incapable d'en bénéficier. Les principaux bénéficiaires sont les petits partis dont les députés se partagent le reste de l'arène parlementaire, et qui deviennent du coup les arbitres de la situation. Il semble acquis que le parti travailliste de Peres ne pourra parvenir à rassembler autour de lui une majorité pour former le gouvernement. Mais le Likoud, pour sa part, aura aussi bien du mal à en former une.

Ces élections étaient déjà des élections anticipées, entraînées par l'effritement de la majorité parlementaire dont disposait le Likoud. Mais toutes les données de la crise politique et parlementaire demeurent, et elles sont même aggravées.

C'est que, à vrai dire, la crise que connaît l'Etat d'Israël n'est pas de celles

dont on sort par une élection. C'est d'abord une crise économique catastrophique dont un chiffre suffit à donner une idée : le rythme actuel de l'inflation dépasse les 400 % annuels et tend vers les 500 %. C'est en partie aussi le résultat de la crise mondiale, mais en grande partie aussi le résultat de l'escalade guerrière menée par les dirigeants israéliens ces dernières années. Les dépenses militaires énormes entraînées par cette politique — et notamment par la guerre du Liban et l'occupation militaire qui se prolonge au Sud-Liban — creusent un trou colossal dans le budget israélien et entraînent un déficit permanent des échanges avec l'extérieur. Seule, l'énorme aide financière apportée par les USA empêche la banqueroute de l'Etat. Mais elle est insuffisante pour garantir à la population israélienne le maintien de ce niveau de vie « à l'occidentale » dont elle disposait jusqu'à présent.

En accentuant leur poli-

tique guerrière il y a deux ans, les dirigeants israéliens se sont lancés dans une véritable fuite en avant. Cette politique impliquait qu'ils puissent contraindre la population à payer les frais de la guerre ; à en payer le prix humain en acceptant d'aller se faire tuer au Liban pour des intérêts qui n'étaient pas les siens ; à en payer le prix économique en acceptant de financer les dépenses militaires par une baisse des revenus de l'ensemble de la population.

Or, le gouvernement du Likoud n'a eu les moyens politiques de mener jusqu'au bout ni l'un, ni l'autre. La guerre du Liban, avec ses résultats désastreux, a été mal acceptée par la population israélienne et c'est un des éléments qui a poussé le gouvernement à retirer partiellement ses troupes. Sur le plan économique, la majorité parlementaire du Likoud s'est effritée au fur et à mesure que celui-ci parlait de prendre des mesures d'austérité plus rigoureuses.

Au sortir de ces élections, les moyens politiques dont pourra disposer le gouvernement israélien risquent d'être encore diminués.

Il est possible sans doute que la bourgeoisie israélienne ait recours à un gouvernement d'union nationale réunissant dans une même coalition le Likoud et le Parti Travailliste. Mais à supposer que ces partis y soient prêts, il est douteux qu'une telle coalition puisse sortir réellement le pays de sa crise actuelle. C'est pourquoi, à plus long terme, la persistance de la crise économique et politique risque de renforcer les forces les plus à droite, les plus réactionnaires et les plus jusqu'au-boutistes. Cela fait d'ailleurs des années que la société israélienne nourrit de telles tendances.

Un certain nombre d'hommes, déjà, se portent candidats pour résoudre la crise israélienne à leur manière. Ce sont le général fascisant Sharon, l'artisan de la guerre du Liban, mis en cause pour

sa responsabilité dans les massacres de Sabra et Chatila, et le demi-fou rabbin Kahane qui proclame qu'il faut expulser des territoires occupés et des frontières d'Israël les Arabes palestiniens. Ces hommes sont partisans de pousser jusqu'au bout la logique de la politique de guerre déjà menée par les travaillistes et par le Likoud, en menant la guerre à outrance contre les Arabes, en disciplinant la population israélienne au service de cette politique, en lui faisant accepter tous les sacrifices nécessaires à l'accomplissement des desseins du « grand Israël ».

Sans doute, ils ne sont pas encore au pouvoir et rien ne dit qu'ils y arriveront. Mais dans l'immédiat, avec Shamir comme avec Peres, la population israélienne continuera de subir les conséquences de la crise et de la politique guerrière. Et c'est d'abord ce terrain empoisonné qui permet à la démagogie fascisante d'un Sharon ou d'un Kahane de proliférer.

## Le Parti Travailliste israélien

« *Yesh Tikva* » — « Il y a de l'espoir » — tel a été le slogan électoral mis en avant par le Parti Travailliste de Shimon Peres. Pour l'instant, l'« espoir » qu'avait le Parti Travailliste de succéder au Likoud à la tête d'Israël s'amenuise au fil des heures. Quant à l'« espoir » que la politique travailliste puisse représenter une issue dans l'impasse où la politique expansionniste et guerrière a conduit le peuple israélien, il a toujours été nul.

En ce qui concerne la politique extérieure, et en particulier les rapports avec les Palestiniens et les voisins arabes, la différence entre les partisans de Peres et ceux de Shamir est en effet des plus ténues. Peres rejette tout démantèlement des implantations juives dans les territoires occupés, et envisage seulement de ne pas en créer de nouvelles. S'il parle sans doute plus que les leaders du Likoud de faire cesser l'occupation israélienne au Sud-Liban, il subordonne néanmoins cette évacuation — tout comme le Likoud — à la « sécurité d'Israël ». C'est-à-dire que l'on n'évacuerait le Sud-Liban qu'une fois assuré que « l'armée du Liban du sud », armée et financée par Israël et dirigée par le général Antoine Lahad, qui a

succédé au major Haddad, serait en état de remplacer la présence israélienne. Autant dire qu'il n'est pas question de faire cesser celle-ci.

Peres envisage, sans doute, une négociation sur l'avenir des territoires occupés, aux termes de laquelle 60 à 70 % de l'actuelle Cisjordanie occupée depuis 1967 pourraient être rendus. Mais là encore, l'évacuation serait subordonnée à la « sécurité d'Israël », c'est-à-dire au droit pour celui-ci de maintenir ses troupes sur le Jourdain. Il n'est pas non plus question pour Peres de reconnaître un Etat palestinien indépendant et de négocier avec l'OLP de Yasser Arafat. Le seul avec qui il parle d'engager un dialogue est le roi Hussein de Jordanie, à qui justement les Palestiniens déniaient le

droit de les représenter.

Ce projet n'est en fait pas très différent de la politique des dirigeants du Likoud qui, officiellement, sont toujours prêts à négocier une « autonomie » des territoires palestiniens sous la haute surveillance d'Israël et avec l'accord de la Jordanie... mais de toute façon ne la négocient pas.

Mais surtout, au-delà même des programmes électoraux, il reste que les dirigeants travaillistes, pendant les 29 ans où ils ont exercé sans discontinuer le pouvoir en Israël, ont mené la même politique agressive que les dirigeants du Likoud et à ce titre portent une grande part de responsabilité dans la situation qui est aujourd'hui celle du pays.

C'est un dirigeant travailliste, Ben Gourion, qui a proclamé l'Etat d'Israël en 1948, et ce sont ensuite les travaillistes qui ont continué à diriger le pays jusqu'en 1977, année de l'arrivée au pouvoir du parti Likoud et de Menahem Begin. Ce sont des travaillistes qui ont dirigé les

guerres de 1948, de 1956, de 1973 et surtout celle de 1967 qui a débouché sur l'occupation des territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

Sans doute, cette prédominance du Parti Travailliste reflétait le fait qu'une grande partie des pionniers de l'Etat d'Israël, tout en immigrant en Palestine, étaient au moins vaguement imprégnés d'une idéologie socialiste. Mais ils étaient sionistes avant d'être socialistes. Et le Parti Travailliste était à leur image.

On parlait beaucoup de socialisme aux débuts de l'immigration juive en Palestine, puis de la création de l'Etat d'Israël. Mais justement ce que l'on construisait, c'était un Etat national juif, un Etat conçu d'abord pour écarter, chasser, puis tenir en respect la population arabe.

Cet Etat comportait, sans doute, de nombreuses structures coopératives, voire collectivistes, qui reflétaient l'idéologie socialisante de ses dirigeants et

de ses pionniers. La majeure partie des grandes entreprises créées aux débuts de l'Etat d'Israël furent des sociétés coopératives, contrôlées par la Histadrout, la centrale syndicale d'Israël, qui encore aujourd'hui est le premier employeur du pays. Mais le « socialisme » que cet Etat prétendait construire était, avant tout, un socialisme juif, réservé aux Juifs et amené à se défendre contre les Arabes, qui avaient eu le tort d'être dans le pays avant eux et de ne pas appartenir au peuple dit « élu ».

En fait, le « socialisme » des dirigeants travaillistes n'était qu'un artifice pour mieux tromper l'enthousiasme des pionniers d'Israël sur la société qu'ils construisaient. Les soutiens matériels nécessaires pour construire cet Etat, les dirigeants sionistes savaient bien où aller les chercher : du côté des dirigeants du monde impérialiste anglais d'abord, américains ensuite. Mais pour défendre les intérêts impé-





Symboles nationalistes et religieux dans la foule lors d'un meeting électoral du Likoud. (AFP)

## UNE GUERRE COÛTEUSE

L'armée coûte cher à la population israélienne puisque, chaque année, 25 à 30 % du budget de l'Etat est englouti dans le budget militaire pour le maintien de l'état de guerre dans les territoires occupés de Cisjor-

danie, de Gaza et du Liban : 35 % des recettes sont consacrées au remboursement d'une dette extérieure qui s'élève à 23 milliards de dollars, ce qui fait d'Israël le pays le plus endetté au monde par tête d'habitant.

## Les résultats de deux listes de gauche

Dans ces élections, deux listes s'affirmaient clairement favorables à l'évacuation des territoires occupés par Israël et à la reconnaissance d'un Etat palestinien. Il s'agit de la liste du « Front Démocratique pour la Paix et l'Egalité » animée par le Parti Communiste, le Rakah, qui a obtenu 4 sièges sur les 120 que compte la Knesseth, le Parlement

israélien, et de la « Liste judéo-arabe Progressiste pour la Paix », dirigée par l'avocat arabe Mohamed Miari.

Cette dernière liste était composée, symboliquement, de 50 % d'Arabes et de 50 % de Juifs, dont Uri Avneri et le général Peled, partisans connus du dialogue israélo-arabe. Elle a obtenu deux sièges au Parlement. Mais elle a

bien failli ne pas pouvoir se présenter ; la commission centrale des élections avait décidé de la disqualifier, à cause de ses prises de position favorables à l'OLP. C'est la Cour suprême qui a finalement annulé cette interdiction, en même temps d'ailleurs que celle qui avait été opposée à la liste d'extrême-droite du rabbin Kahane.

## De la « Ligue de défense juive » au racisme et au fascisme

Un triste personnage a eu la vedette des élections israéliennes : le rabbin Kahane et sa liste ultranationaliste, le « Kach », qui a eu un élu : lui-même. Venu de New York, où il animait autrefois la « Ligue de défense juive », il se fait l'apôtre ouvert des théories racistes et fascistes. « Laissez-moi m'occuper d'eux », a-t-il lancé en parlant des Arabes, ajoutant que, s'il était Premier ministre, il organiserait l'expulsion de tous les Arabes habitant les territoires contrôlés par Israël. Pour lui, « l'innocence d'un Arabe est un

concept inexistant », ce qui veut dire qu'ils sont tous pour lui des « terroristes ». Et il dénonce ce peuple qui « copule comme des lapins ». Appelant la Bible au secours de ses discours, il rappelle qu'elle dit : « Celui qui s'apprête à te tuer, tue-le avant qu'il n'exécute ses desseins ».

Malheureusement, ce Kahane, que beaucoup considèrent comme fou, ne fait que reprendre un certain nombre de réflexions tout à fait courantes parmi l'extrême-droite et les milieux extré-

mistes religieux israéliens, et bien représentatives du racisme que secrète toute la société israélienne. Il joint le geste à la parole en soutenant ouvertement le « réseau terroriste juif », c'est-à-dire les colons israéliens de Cisjordanie qui ont décidé de « faire justice eux-mêmes » contre les Arabes.

Mais au fond, là encore, que fait-il d'autre que reprendre ce qu'ont fait, tout à fait légalement, l'armée et la police d'Israël à de nombreuses reprises ?

rialistes au Proche-Orient, il ne fallait pas seulement de l'argent et des armes. Il fallait des hommes pour les tenir. Les dirigeants d'Israël les fournissaient, en la personne de ces pionniers juifs, convaincus qu'ils construisaient une société où les Juifs rescapés de l'holocauste nazi pourraient vivre libres.

Une fois l'Etat d'Israël mis en place, rendu viable, appuyé sur une population mobilisée contre les populations et les Etats arabes environnants, les capitaux et les financements impérialistes ont afflué. Les traits collectivistes de la société israélienne des débuts se sont estompés pour faire place au règne pur et simple de l'argent et de l'affairisme capitaliste le plus débridé. Parallèlement, les dirigeants travaillistes, qui s'étaient montrés sionistes, nationalistes juifs, avant d'être socialistes, furent les premiers à alimenter la surenchère nationaliste dans laquelle ils furent, finalement, perdants.

Attachés au caractère « juif » de l'Etat qu'ils construisaient, ils cédèrent sans cesse du terrain devant les partis religieux, défenseurs d'idéologies réactionnaires, obscurantistes et parfois ouvertement racistes à l'égard des peuples arabes.

Au cours des guerres successives, les dirigeants travaillistes menèrent une politique expansionniste, conforme aux intérêts de l'impérialisme qu'ils défendaient. Mais sur ce terrain du nationalisme, ils furent dépassés par d'autres groupes qui, eux, n'étaient pas embarrassés par des restes d'idéologie socialisante, et pouvaient se proclamer ouvertement pour ce qu'ils étaient : les nationalistes du Likoud de Menahem Begin, ou les extrémistes religieux du Goush Emounim, le « Bloc de la foi ». Les travaillistes menaient des guerres, mais en faisant semblant d'être pour la paix, une paix que, de toute façon, ils ne réaliseraient jamais. Les hommes de la droite israélienne, eux, pro-

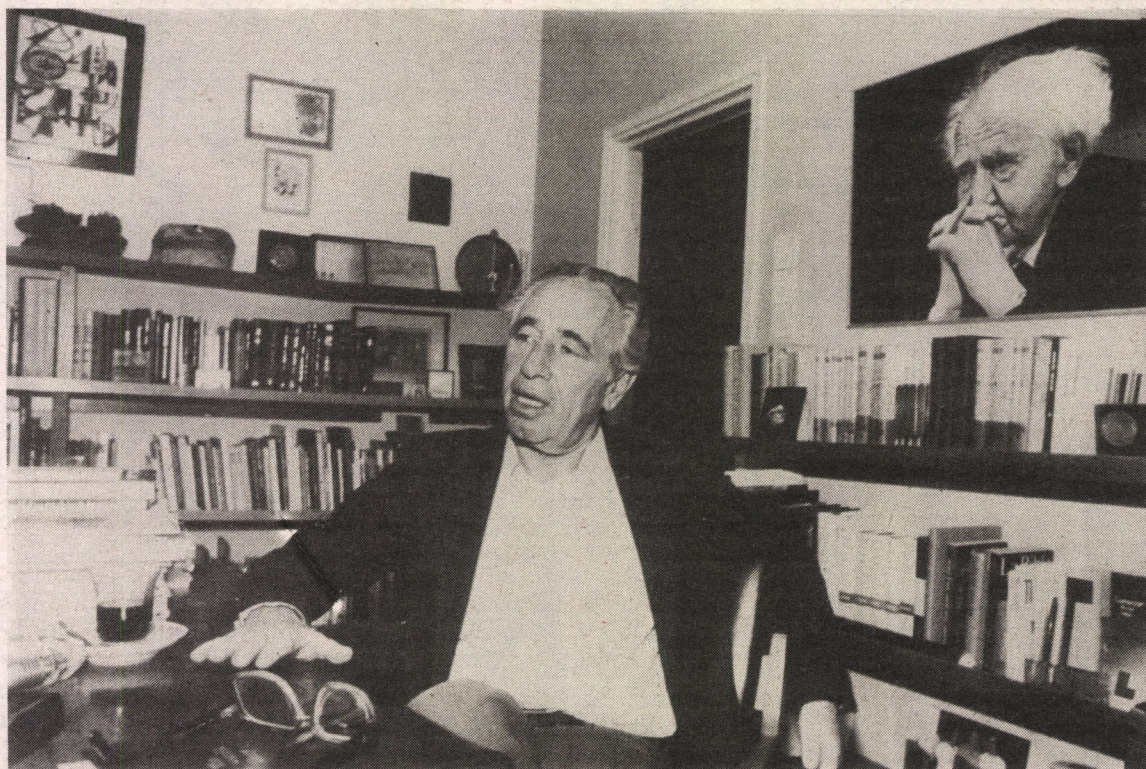
clamaient qu'il ne fallait pas de demi-mesures, ni de faux-fuyants, mais une politique de force pure et simple contre les Arabes. Les dirigeants travaillistes étaient perdants devant

cette concurrence à qui leur propre politique fournissait une base et un aliment.

Et c'est sans doute encore en grande partie pour cette raison que, comme les élections du 23

juillet l'ont prouvé, malgré l'usure du Likoud après sept années de pouvoir, le Parti Travailliste reste bien incapable de regagner le terrain perdu.

André FRYS

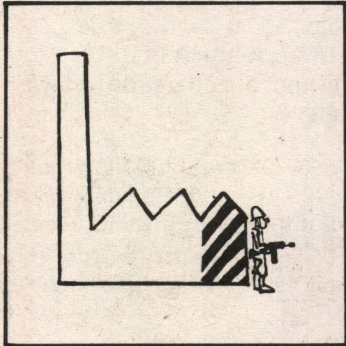


Shimon Peres, le dirigeant du Parti Travailliste devant la photo de Ben Gourion. (AFP)



## AU GARDE-A-VOUS DEVANT LES MILITAIRES, ET TANT PIS POUR LE PERSONNEL

Pour passer la brosse à reluire à ses chers clients militaires, la direction n'a pas son pareil. En effet, elle a décidé de supprimer la banque du 55. Le local servira, pour l'armée, de bureau d'accueil des visiteurs. L'histoire ne dit pas s'il sera peint en kaki, gardé par une sentinelle et si le port du casque lourd sera obligatoire à l'usine.



Et pour tirer de l'argent, il n'y aura qu'à aller au pas de gymnastique à l'agence place de la Libération.

Un coup à changer de banque, et à laisser la direction s'expliquer avec la BNP.

## MOINS ON LES VOIT, MIEUX ON SE PORTE

Au Magasin 28, depuis quelque temps, les portes ont été équipées de serrures à clefs magnétiques. Sans la carte magique, on ne rentre pas.

Nous, ça ne nous empêche pas de sortir et de voir les copains, heureusement. Par contre, on voit défiler moins de monde au Magasin et ça nous fait un peu de calme. Et puis la tête que fait le directeur, le génial inventeur du système, planté devant la porte se rendant compte qu'il a oublié sa carte, ça nous fait passer de bons moments.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Thomson-CSF-Levallois.

## UNE BELLE ARNAQUE

Les conventions collectives prévoient que ceux qui ont effectué des travaux pénibles peuvent partir en retraite dès 55 ans. Ça paraît bien normal, mais dans la réalité, ce n'est pas si simple.

Un ouvrier entré aux Forges à 17 ans, qui y a travaillé pendant 30 ans, mais qui a été muté au Magasin, par exemple, depuis 8 ans, devra prendre sa retraite à 60 ans, comme tout le monde. Même s'il a été muté à la suite d'un accident ou d'une maladie contractée aux Forges.

Ce sont les 8 dernières années au Magasin qui comptent, pas les 30 aux Forges. Ces années-là, les pondeurs de conventions les effacent comme ça, d'un coup de crayon.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNECMA-Gennevilliers.

## A CHACUN SON GAGE

Au Transbordement, les bidous s'amuse comme des fous. Par exemple, l'un d'entre eux s'est vu infliger un gage : recopier 15 fois la même chose.

Manquant du papier quadrillé du bon écolier, il a pris des PV pour faire sa punition. Il a ainsi dû recopier deux lignes, du genre : « Vous vous êtes absenté tel jour, sans demander d'autorisation. Veuillez fournir des explications ».

Pour changer un peu, il a adressé ces 15 PV à 15 préposés différents. Cela nous a bien fait rire. Mais comme nous n'avions pas envie de jouer avec lui, personne ne s'est donné la peine de répondre.

## L'AFFAIRE EST DANS LE SAC

A l'ensachement du CTA, au 2<sup>e</sup> étage, certains chefs de jour ont été nommés inspecteurs... des travaux finis.

En effet, lorsqu'un sac se trouve fermé, ils l'ouvrent et regardent si nous n'avons pas fait de fausses directions.

Jusqu'à maintenant, leur recherche a été vaine. Mais ils persévèrent.

Heureusement pour eux que nous ne sommes pas infailibles !

## DES WAGONS BIEN PLOMBÉS

De plus en plus souvent, les wagons SNCF ne sont pas nettoyés avant leur entrée à la VF. Aussi nous avons droit à du sable, à de la chaux, voire même du ciment.

Pour l'instant, il fait beau et tout va bien (sauf pour nos poumons assaillis par la poussière). Mais le jour où il va pleuvoir nous allons retrouver les sacs scellés dans le ciment.



Une nouvelle méthode anti-vol. Il paraît que c'est même gratuit à 100 %.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Tri Montparnasse.

## CON-SÉCRATION

Vendredi, au don du sang, on a pu lire au tableau noir du local : « On donne son sang pour sauver une vie, par pour boire... un petit coup ».

On ne nous faisait pas souffler dans le ballon à la sortie, mais c'est tout juste.

Visiblement, pour certains, c'est bien connu, les chemiots sont tous des poivrots. Dans leur petite tête, un ouvrier, c'est forcément alcoolique.

Ils veulent bien de notre sang mais ils en profitent pour nous refiler une leçon de morale en échange.

Ce sermon sent le curé qui a abusé du vin de messe.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière SNCF - Ateliers de Quatre-Mares.

## SCOUT CHER

Un travailleur de l'atelier des roues va voir sa note de prime baisser. Et pourquoi donc ?

« Vous vous promenez trop », lui a-t-on dit.

On sait bien qu'à la SNCF, il y a des règlements qui datent d'un autre âge : cette prime, par exemple.

Mais là où ça devient cocasse, c'est quand c'est le missionnaire qui parle de promenade : un spécialiste en la matière. Du matin au soir, sa journée, c'est une randonnée pédestre : encore un qui a dû être boy-scout dans sa jeunesse. Youkaïdi ! Fais ce que je dis et pas ce que je fais.

# LES CARAVANES D'ÉTÉ DE LUTTE OUVRIÈRE

## Provence

- 28/7 MARTIGUES
- 29/7 LA COURONNE
- 30/7 PORT-ST-LOUIS-DU-RHÔNE
- 31/7 ISTRES
- 1/8 ST-RÉMY-DE-PROVENCE
- 2/8 BONNIEUX
- 4/8 APT
- 5/8 MANOSQUE
- 6/8 RIEZ
- 7/8 ST-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME
- 8/8 SOLLIES-PONT
- 9/8 LA CIOTAT

## Auvergne

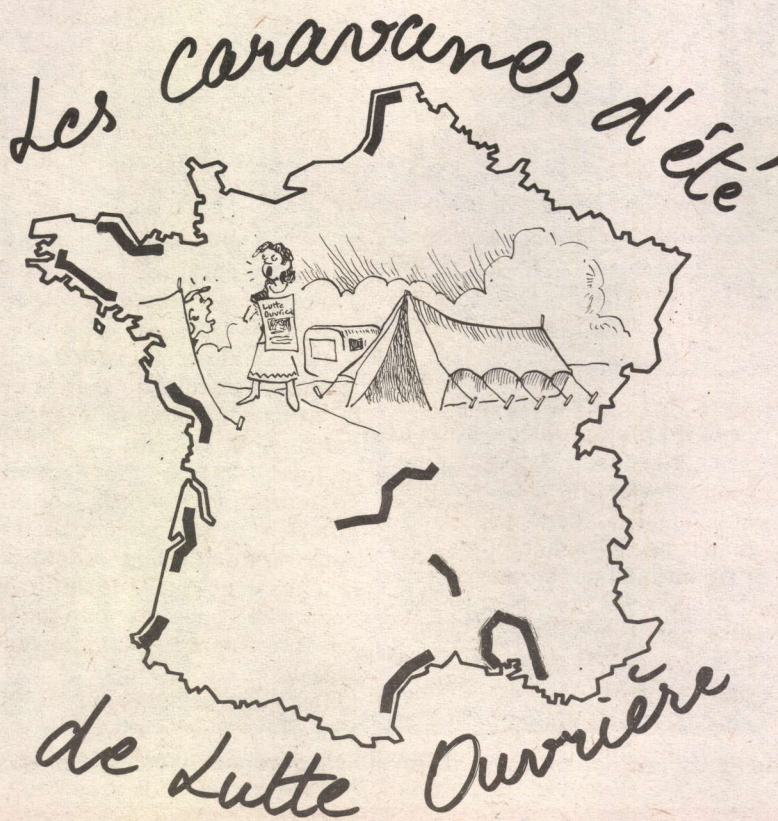
- 28/7 ARGENTAT
- 29/7 BEAULIEU
- 30/7 SOUILLAC
- 31/7 SARLAT
- 1/8 SAINT-CYPRIEN ou LES EYZIES
- 2/8 LE BUISSON

## Bretagne-Nord

- 28/7 TREBEURDEN
- 29/7 TREGASTEL
- 30/7 TREGUIER
- 31/7 PAIMPOL
- 1/8 PLENEUF-VAL-ANDRÉ
- 2/8 ERQUY
- 4/8 SAINT-JACUT
- 5/8 SAINT-LUNAIRE
- 6/8 CANCALE

Comme chaque année, durant les mois de juillet et août, les caravanes de Lutte Ouvrière parcourent les lieux de vacances. A chaque jour son étape, avec, au programme, projections et débats.

Nous publions la suite des étapes des caravanes du mois de juillet et les premières du mois d'août.



## Côte Basque

- 28/7 LÉON
- 29/7 VIEUX BOUCAU
- 30/7 SEIGNOSSE
- 31/7 ST-VINCENT-DE-TYROSSE
- 1/8 LABENNE
- 2/8 ANGLET
- 4/8 SOCOA
- 5/8 HENDAYE
- 6/8 SAINT-PEE-SUR-NIVELLE
- 7/8 SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
- 8/8 HASPARREN
- 9/8 ONDRES

## Languedoc

- 28/7 PEZENAS
- 29/7 LA REDOUTE
- 30/7 NARBONNE
- 31/7 NARBONNE-PLAGE
- 1/8 SAINT-PIERRE
- 2/8 GRUISSAN-PLAGE
- 4/8 LA FRANQUI
- 5/8 PORT-LA-NOUVELLE
- 6/8 SIGEAN
- 7/8 SAINT-LAURENT
- 8/8 SAINTE-MARIE
- 9/8 SAINT-CYPRIEN

## Nord

- 28/7 LE TRÉPORT
- 29/7 MERS-LES-BAINS
- 30/7 SAINT-VALÉRY
- 31/7 FORT-MAHON

- 1/8 QUEND
- 2/8 BERCK
- 4/8 STELLA-PLAGE
- 5/8 BOULOGNE
- 6/8 AMBLETEUSE
- 7/8 WISSANT
- 8/8 SAUGATTE ou LEF-FRINCOUCKE
- 9/8 SAINT-OMER

## Vendée

- 28/7 LA FAUTE-SUR-MER
- 29/7 LONGEVILLE
- 30/7 OLONNE-SUR-MER
- 31/7 SAINT-JEAN-DE-MONTS
- 1/8 Non fixé
- 2/8 FROMENTINE
- 4/8 LA GUÉRIÈRE
- 5/8 NOIRMOUTIER-EN-L'ÎLE
- 6/8 LA BERNIERIE-EN-RETZ
- 7/8 SAINTE-MARIE-SUR-MER
- 8/8 PRÉFAILLES
- 9/8 SAINT-BRÉVIN-LES-PINS

## Cévennes-Gard

- 4/8 LAVELADE
- 5/8 JOYEUSE
- 6/8 LES VANS
- 7/8 RUOMS
- 8/8 VALLON-PONT-D'ARC
- 9/8 SAINT-MARTIN-D'ARDÈCHE



RATP Réseau ferré  
(Paris)

## Claude Quin : un administrateur comme les autres

Le Pilotage automatique (P.A.) est un service chargé à la RATP de contrôler et de réparer en cas de pannes le système de pilotage automatique du métro parisien.

La direction de la RATP envisage de « restructurer » ce service : elle veut supprimer 60 postes sur 128 sous prétexte de rentabilité. Cela inquiète les travailleurs, qui se demandent dans quelles conditions cela se fera.

Aussi, jeudi 12 juillet, comme se tenait une réunion du Conseil d'administration de la Régie, nous avons décidé de nous y rendre afin d'obtenir des garanties et des précisions sur notre avenir. Après avoir parlé pendant plusieurs heures avec différents membres de la direction, à bout de patience, nous avons fait irrup-

tion dans la salle où avait lieu le Conseil d'administration.

Claude Quin (membre du PCF), qui présidait la séance, a pris la chose de très haut : comme n'importe quel patron, n'importe quel administrateur, outré d'être questionné directement par des travailleurs, il a remballé ses dossiers et a quitté la salle avec arrogance, entraînant avec lui l'ensemble du Conseil excepté quelques représentants syndicaux.

Cela n'a pas été apprécié du tout parmi nous, et les commentaires allaient bon train. Par exemple, un travailleur, membre du PCF, se demandait qui était vraiment le communiste, de lui ou de Claude Quin...

Mais au PA, en tout cas, on ne renonce pas à obtenir des

éclaircissements, et on a entamé une grève du zèle dès le lendemain..

Une affaire à suivre...

Correspondant LO



Claude Quin.

MAVEST  
(Ambazac - Haute-Vienne)

## Le patron empoche... et émet des chèques sans provision

Mavest est une entreprise de confection qui se situe à Ambazac, à une cinquantaine de kilomètres de Limoges. En 1983, l'entreprise employait 246 personnes. Après sa reprise, en septembre de la même année, par un nouveau P-DG, Mitelman, qui possédait déjà une usine à Paris, nous ne sommes plus aujourd'hui que 96.

La reprise de l'usine s'est faite avec des aides de l'Etat. Mais nous avons reçu nos salaires du mois de mai au début juillet et ceux de juin ne sont toujours pas payés ; en plus, certains chèques sont sans provision tandis que des camarades qui ont des virements automatiques n'ont toujours rien depuis deux mois.

Le lundi 9 juillet, nous sommes donc tous allés demander des comptes à la direction avec nos camarades du syndicat. Le chef du personnel — car Mitelman est toujours absent, depuis déjà trois semaines — nous fait savoir qu'il attend des informations au niveau des salaires non

payés, mais que, de toute manière, ils seront réglés dans les heures qui suivent.

Mais surprise, ce n'est pas dans les heures qui suivent, mais dans les minutes, que la direction entre dans les ateliers pour nous convoquer en assemblée générale et nous annoncer... 25 licenciements !

En fait de régler le problème des salaires, elle est venue régler leur compte à 25 de nos camarades ! Les carnets de commandes sont pleins ; il y a encore quelques semaines, la direction nous demandait de faire des heures supplémentaires. Nous ne comprenons plus très bien ce qui se passe. Ou plutôt, nous commençons à nous demander si les fameux patrons qui reprennent les entreprises soi-disant pour les sauver ne les reprennent pas pour se sauver ! Car financièrement, reprendre une usine avec les aides de l'Etat, donc avec l'argent des contribuables, ça peut rapporter gros.

Depuis le 10 juillet, nous sommes en grève ; nous res-

tons dans l'usine pendant les heures de travail, et avons mis le stock sous clef pour éviter qu'il ne disparaisse. Le vendredi 13 juillet, nous avons appris que l'inspection du travail refusait les licenciements, et que nos camarades qui étaient toujours sans nouvelles de leurs salaires avaient mis l'affaire dans les mains des Prud'hommes. Imaginons que ce soit un camarade de Mavest qui ait fait des chèques sans provision. Eh bien, les banques et la justice ne feraient pas tant d'histoires pour le traîner devant les tribunaux. Rester deux mois sans argent, cela pose de gros problèmes, il y a des échéances à respecter et il faut aussi nourrir sa famille. Mais cela ne gêne pas Mitelman : lui vit tranquille avec l'argent qu'il nous doit.

Mais nous ne nous laisserons pas faire : en 1983, ils ont pu licencier 200 personnes, mais en 1984, nous ne les laisserons pas nous licencier aussi facilement.

Des ouvriers de chez  
Mavest en colère

PEUGEOT (Mulhouse)

## Aux élections professionnelles, les travailleurs désavouent les bureaucrates de la CFDT

Les dernières élections de délégués du personnel à l'usine Peugeot de Mulhouse ont été marquées essentiellement par une augmentation des abstentions et des bulletins nuls, qui se reportent sur tous les syndicats, et par une baisse de la CFDT qui profite principalement à la CGT et, dans une moindre mesure, à la CFTC.

La CFDT perd deux sièges, la CGT et la CFTC en gagnent chacune un dans le premier collège. Sur les 600 voix qu'elle a perdues sur toute l'usine, la CFDT en perd 100 sur la seule chaîne où travaille un camarade, connu sur son secteur, qui avait été écarté des listes de candidature parce qu'il reprochait à la CFDT son sui-

visme à l'égard du gouvernement.

La CFDT paie donc en partie son manque de démocratie, d'autant que la mise à l'écart du camarade avait entraîné la démission des listes de la CFDT d'autres militants, en signe de solidarité.

Mais l'avertissement que les travailleurs ont donné, dans ce vote aux dirigeants de la CFDT, par ailleurs responsables, militants ou sympathisants du Parti Socialiste, n'a pas empêché ces gens-là d'exclure, au lendemain du vote, un autre militant qui avait montré sa solidarité avec le camarade mis à l'écart !

Correspondant LO

RHÔNE-POULENC  
(Pont-de-Claix)

## Petits débrayages, et petites concessions de la direction

A l'usine Rhône-Poulenc-Chimie de base située à Pont-de-Claix dans l'Isère, le syndicat CGT, majoritaire parmi le personnel ouvrier, décidait le 11 juillet de suspendre les mouvements de débrayages par atelier qu'il avait inaugurés le 18 avril. Ce sont les ateliers de fabrication, la moitié d'entre eux, ceux dans lesquels la CGT a une influence, qui débrayeront deux heures par équipe durant deux jours au maximum. Seulement deux ateliers, PHAC et TDA, connurent un conflit s'étalant sur une semaine, mais toujours sur la base de deux heures par poste.

Par la nature même des productions, les durées d'arrêt et de démarrage de la fabrication demandent souvent la demi-journée, et le fonctionnement de certains ateliers conditionne souvent la marche de deux ou trois autres. Ainsi par le passé, ce type de lutte a débouché souvent sur un lock-out après deux ou trois jours de répétition.

Ce qui est nouveau cette fois, c'est que la direction de l'établissement n'a pas cherché l'épreuve de force qui souvent, par le passé, avait contri-

bué à l'extension et au durcissement des conflits. Au contraire, elle agit tout en souplesse, arrêtant sans difficulté les fabrications concernées par les débrayages, et quelquefois dans le cas de l'Electrolyse, de PHAC et de la TDA, prolongeant pour la journée la durée de l'arrêt.

Dans les secteurs PHAC et TDA où le conflit s'allongea sur une semaine, ce sont les menaces de la direction qui amenèrent une partie du personnel et le syndicat à suspendre le mouvement. Mais dans les ateliers comme la Soude, l'Electrolyse, au bout de deux jours, la direction fit des mini-propositions concernant seulement une partie du personnel, pour des réajustements de coefficient se traduisant dans le meilleur des cas par 150 F de plus par mois pour 5 ou 10 ouvriers sur la cinquantaine participant aux débrayages et, le plus souvent, ces propositions suffirent à faire cesser les débrayages.

Sur un fond de mécontentement sensible, la direction a préféré répondre par de petites concessions même si celles-ci ne lui coûtent pas cher.

Correspondant LC



# Il y a 70 ans, mourait Jaurès

Il y a soixante-dix ans, le 31 juillet 1914, Jaurès était assassiné. Alors qu'il dînait au café du Croissant, rue Montmartre, après être passé au journal *L'Humanité*, imprimé en face, deux coups de feu étaient tirés à travers la fenêtre ouverte. Quelques instants plus tard, il était mort.

Aussitôt, la nouvelle se répandit dans ce Paris surchauffé de l'été 1914 où l'anxiété causée par l'imminence de la guerre poussait la population dans la rue. Depuis plusieurs jours, chacun attendait l'issue de la crise internationale. Meetings, manifestations ouvrières en faveur de la paix, contre-

manifestations de la Ligue des Patriotes se tenaient. Quelle allait être la politique du gouvernement français ? La paix pouvait-elle encore être sauvée ? On y croyait de moins en moins. Seul Jaurès, dans sa volonté de faire dévier le cours des événements, multipliait depuis une semaine les démarches en ce sens, lançait à la classe ouvrière des appels pour qu'elle se mobilise contre la guerre ; le dirigeant socialiste, le militant de l'Internationale apparaissait comme la seule personne, en France, résolue à éviter la catastrophe. C'est cet homme-là qui venait d'être assassiné.

« Jaurès tué, c'est la guerre », pensèrent beaucoup de gens. Effectivement, dès le lendemain, la mobilisation générale était décrétée et, trois jours plus tard, de concert avec les autres nations européennes dites civilisées, la France impérialiste sombra dans la barbarie de la Première Guerre mondiale. Les voix qui, le 31 juillet, s'élevaient encore contre la guerre, furent de moins en

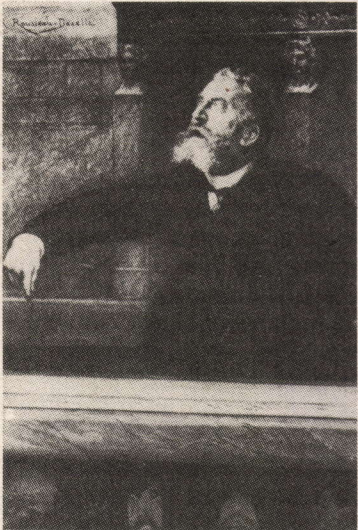
moins nombreuses, étouffées et transformées en cris de « A Berlin ! » par l'enthousiasme patriotique qui souleva le pays les jours suivants.

Est-ce à dire qu'en abattant Jaurès, son assassin a fait tomber le dernier rempart contre la guerre, le seul homme capable d'empêcher le conflit ? Certainement pas.

Dans un texte publié d'abord en juillet 1915, puis en 1917, à Pétrograd, Trotsky a dit de Jaurès qu'il était « *Un homme qu'un morceau de plomb avait soustrait à la plus grande des épreuves politiques* » ; ou encore qu'il était de ces grands hommes qui « *savent mourir à temps* ». Trotsky a dit beaucoup plus de Jaurès que ces quelques boutades. Nous publions ici de larges extraits de son article, en conseillant toutefois à nos lecteurs de lire l'intégralité de ce texte qu'ils peuvent trouver dans « *Le mouvement communiste en France* », recueil de textes de Trotsky sur la France, choisis et présentés par Pierre Broué (Editions de Minuit).

## Jaurès vu par Trotsky :

### « Un homme qu'un morceau de plomb a soustrait à la plus g



certaines milieux, on considérait que la « guerre de revanche » ne pourrait s'ouvrir la voie que sur le cadavre de Jaurès. Et, en juillet 1914, Jaurès fut tué à la table d'un café par un infime et obscur réactionnaire du nom de Villain. Qui a armé le bras de Villain ? Les impérialistes français seulement ? Et ne pourrait-on, en cherchant bien, découvrir également dans cet attentat la main de la diplomatie russe ?...

Jaurès naquit le 3 septembre 1859 à Castres, dans ce Languedoc qui a donné à la France des hommes éminents (...).

La famille de Jaurès appartenait à la moyenne bourgeoisie et devait mener pour l'existence une lutte de tous les instants. Jaurès lui-même eut besoin de l'aide d'un protecteur pour achever ses études universitaires. En 1881, à sa sortie de l'Ecole normale supérieure, il est nommé professeur au lycée de jeunes filles d'Albi et, en 1883, passe à l'université de Toulouse où il enseigne jusqu'en 1885, année où il est élu député. Il n'avait que vingt-six ans. Il se donne alors tout entier à la lutte politique et sa vie se confond avec celle de la III<sup>e</sup> République.

Jaurès débuta au Parlement sur les questions d'instruction publique. La *Justice*, alors l'organe du radical Clémenceau, qualifia de « magnifique » le premier discours de Jaurès et souhaita à la Chambre d'entendre fréquemment « *une parole aussi éloquente et aussi nourrie d'idées* ». Dans la suite, Jaurès eut maintes fois à appliquer cette éloquence contre Clémenceau lui-même.

A cette première époque de sa vie, Jaurès ne connaissait le

socialisme que théoriquement et très imparfaitement. Mais son activité le rapprochait de plus en plus du parti ouvrier. Le vide idéologique et la dépravation des partis bourgeois le repoussaient invinciblement.

En 1893, Jaurès adhère définitivement au mouvement socialiste et occupe presque aussitôt une des premières places dans le socialisme européen. En même temps, il devient la figure la plus éminente de la vie politique française.

En 1894, il assume la défense de son peu recommandable ami Gérault-Richard déferé aux tribunaux pour outrages au président de la République dans l'article : « A bas Casimir ! » Dans son plaidoyer, tout entier subordonné à un but politique et dirigé contre Casimir Périer, il dévoila cette force terrible d'un sentiment agissant qui a nom la haine. Avec des mots vengeurs, il flagella le président lui-même et les usuriers, ses aïeux, qui trahissaient la bourgeoisie pour la noblesse, la noblesse pour la bourgeoisie, une dynastie pour une autre, la monarchie pour la république, tout le monde en bloc et chacun en particulier et ne restaient fidèles qu'à eux-mêmes. « M. Jaurès, lui dit le président du tribunal, vous allez trop loin... Vous assimilez la maison Périer à une maison publique. » Jaurès : « *Paş du tout, je la mets au-dessous.* » Gérault-Richard fut acquitté. Quelques jours plus tard, Casimir Périer donnait sa démission. Du coup Jaurès grandit de plusieurs coudées devant l'opinion publique : tous sentirent la force effrayante de ce tribun.

Dans l'affaire Dreyfus, Jaurès se révéla dans toute sa puissance. Il eut au début, comme d'ailleurs dans tous les cas sociaux critiques, une période de doutes et de faiblesses où il était accessible aux influences de droite et de gauche. Sous l'influence de Guesde et de Vaillant, qui considéraient l'affaire Dreyfus comme une querelle de coteries capitalistes à laquelle le prolétariat devait rester indifférent, Jaurès hésitait à s'occuper de l'affaire. L'exemple courageux de Zola le tira de son indécision, l'enthousiasme, l'entraîna (...).

Pour Jaurès, l'affaire Dreyfus résumait et dramatisait la lutte contre le cléricalisme, la réaction, le népotisme parlementaire, la haine de race, l'aveuglement militariste, les intrigues sourdes de l'état-major, la servilité des juges, toutes les bassesses que peut mettre en action le puissant parti de la réaction pour arriver à ses fins.

En 1899, Jaurès réussit à proclamer l'unité du Parti Socialiste. Mais cette unité fut éphémère. La participation de Millerand au ministère, conséquence logique de la politique du Bloc des gauches, détruisit l'unité et, en 1900-1901, le socialisme français se scinda de nouveau en deux partis. Jaurès prit la tête de celui d'où était sorti Millerand. Au fond, par ses conceptions, Jaurès, était et restait un réformiste. Mais il possédait une étonnante faculté d'adaptation et, en particulier, d'adaptation aux tendances révolutionnaires du moment. C'est ce qu'il montra dans la suite à maintes reprises.

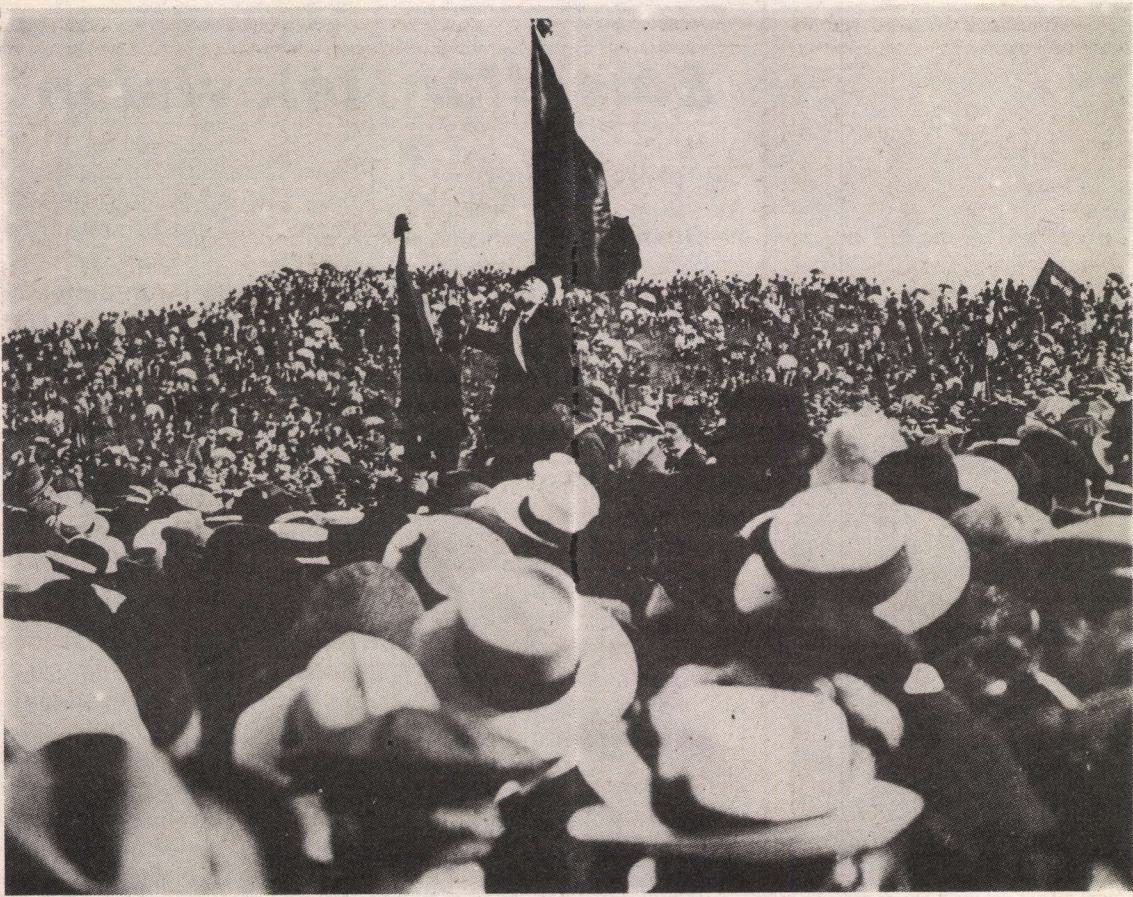
Jaurès était entré dans le parti homme mûr, avec une philosophie idéaliste complètement formée... Cela ne l'empêcha pas de courber son cou puissant (Jaurès était d'une complexion athlétique) sous le joug de la discipline de parti et il eut maintes fois l'obligation et l'occasion de démontrer qu'il savait non seulement commander, mais encore se soumettre. A son retour du Congrès international d'Amsterdam qui avait condamné la politique de dissolution du parti ouvrier dans le Bloc des gauches et la participation des socialistes au ministère, Jaurès rompit ouvertement avec la politique du Bloc. Le président du Conseil, l'anticlérical Combes, prévint Jaurès que la rupture de la coalition l'obligerait à quitter la scène. Cela n'arrêta pas Jaurès. Combes donna sa démission. L'unité du parti, où se fondirent jaressistes et guesdites, était assurée. Depuis lors, la vie de Jaurès se confond avec celle du parti unifié, dont il avait pris la direction.

Le meurtre de Jaurès n'a pas été l'effet du hasard. Il a été le dernier chaînon d'une furieuse campagne de haines, de mensonges et de calomnies que menaient contre lui ses ennemis de toutes tendances.

(...) Entré au Parlement en 1885, Jaurès y siégea sur les bancs de la gauche modérée. Mais son passage au socialisme ne fut pas une catastrophe ni un saut. Sa « modération » primitive recéléait d'immenses réserves d'humanisme social agissant qui, dans la suite, se développa naturellement en socialisme. D'autre part, son socialisme ne

Deux des plus grands représentants de la II<sup>e</sup> Internationale ont quitté la scène avant l'ère des tempêtes et des ébranlements : ce sont Bebel et Jaurès. Bebel est mort à la limite de l'âge après avoir dit tout ce qu'il avait à dire. Jaurès a été tué dans sa cinquante-cinquième année, en plein épanouissement de son énergie créatrice. Pacifiste et adversaire irréductible de la politique de la diplomatie russe, Jaurès lutta jusqu'à la dernière minute contre l'intervention de la France dans la guerre. Dans





Jaurès dans un meeting au Pré-St-Gervais en mai 1913.

## rande des épreuves politiques »

prenait jamais un caractère de classe nettement accusé et ne rompait jamais avec les principes humanitaires et les conceptions du droit naturel si profondément imprimés dans la pensée politique française de l'époque de la grande révolution. (...).

Plus tard, Jaurès s'assimilera une grande partie du marxisme. Mais le fond démocratique de sa pensée subsistera jusqu'au bout.

Jaurès entra dans l'arène politique à l'époque la plus sombre de la III<sup>e</sup> République qui n'avait alors qu'une quinzaine d'années d'existence et qui, dépourvue de traditions solides, avait contre elle des ennemis puissants. Lutter pour la République, pour sa conservation, pour son « épuration », ce fut là l'idée fondamentale de Jaurès, celle qui inspira toute son action. Il cherchait pour la République une base sociale plus large, il voulait mener la République au peuple pour organiser par elle ce dernier et faire en fin de compte de l'Etat républicain l'instrument de l'économie socialiste. Le socialisme était pour Jaurès démocrate le seul moyen sûr de consolider la République et le seul moyen possible de la parachever. Il ne concevait pas la contradiction entre la politique bourgeoise et le socialisme, contradiction qui reflète la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique. Dans son aspiration infatigable à la synthèse idéaliste, Jaurès était, à sa première époque, un démocrate prêt à adopter le socialisme ; à sa dernière époque, un socialiste qui se sentait responsable de toute la démocratie.

Si Jaurès a donné au journal qu'il a créé le nom de *l'Humanité*, ce n'est pas là l'effet du hasard. Le socialisme n'était pas pour lui l'expression théorique de la lutte de classe du prolétariat. Au contraire, le prolétariat restait à ses yeux une force historique au service du droit, de la liberté et de l'humanité. Au-dessus du prolétariat il réservait une grande place à l'idée de « l'humanité » en soi, qui chez les déclamateurs français ordinaires n'est qu'une phrase vide, mais dans laquelle il mettait, lui, un idéalisme sincère et agissant.

En politique, Jaurès alliait une extrême faculté d'abstraction idéaliste à une forte intuition de la réalité. C'est ce que l'on peut constater dans toute son activité. L'idée matérielle de la Justice et du Bien va chez lui de pair avec une appréciation empirique des réalités mêmes secondaires. En dépit de son optimisme moral, Jaurès comprenait parfaitement les circonstances et les hommes et savait très bien utiliser les unes et les autres. Il y avait en lui beaucoup de bon sens. On l'a appelé à maintes reprises un paysan madré. Mais par le fait seul de l'envergure de Jaurès, son bon sens était étranger à la vulgarité. Et, ce qui est le principal, ce bon sens était mis au service de l'idée. (...).

Jaurès était un idéologue, un héraut de l'idée telle que l'a définie Alfred Fouillée lorsqu'il parle des « idées-forces » de l'histoire.

(...) Avec une passion idéologique sincère, Jaurès combattit le danger de la guerre européenne.

(...) La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec les questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eût-il occupée ? Indubitablement, la position patriotique. Mais il ne se serait jamais résigné à l'abaissement qu'a subi le Parti Socialiste français sous la direction de Guesde, Renaudel, Sembat et Thomas... Et nous avons entièrement le droit de croire qu'au moment de la révolution future le grand tribun eût déterminé, choisi sans erreur sa place et développé ses forces jusqu'au bout.

Un morceau de plomb a soustrait Jaurès à la plus grande des épreuves politiques.

Jaurès était l'incarnation de la force personnelle. Le moral en lui correspondait parfaitement au physique : l'élégance et la grâce en elles-mêmes lui étaient étrangères ; par contre, ses discours et ses actes avaient cette beauté supérieure qui distingue les manifestations de la force créatrice sûre d'elle-même. Si l'on considère la limpidité et la recherche de la forme comme des traits typiques de l'esprit français, Jaurès peut paraître peu caractéristique de la France. En réalité, il était Français au plus haut degré. Parallèlement aux Voltaire, aux Boileau, aux Anatole France en littérature, aux héros de la Gironde ou aux Viviani et Deschanel actuels en politique, la France a produit des Rabelais, des Balzac, des Zola, des Mirabeau, des Danton et des Jaurès. C'est là une race d'hommes d'une puissante musculature physique et

Henry Poulaille, dans le roman *« Pain de soldat »*, raconte ainsi les réactions de la population ouvrière à la mort de Jaurès.

« A cette nouvelle, des milliers de personnes se portèrent rue Montmartre. A tout instant, la foule grossissait, débordant les barrières d'agents... Toute cette foule se surexcitait maintenant, malgré les appels au calme qui venaient de maints endroits : « *Gardez votre sang-froid.* » « *On manifesterait dimanche...* » Les forces de police avaient peine à contenir cette marée humaine. Des cris portaient à leur adresse, autant qu'à celle des responsables peut-être : « *Assassins ! Assassins ! Lâches !* », entremêlés de : « *Vive Jaurès ! A bas la guerre !* ».

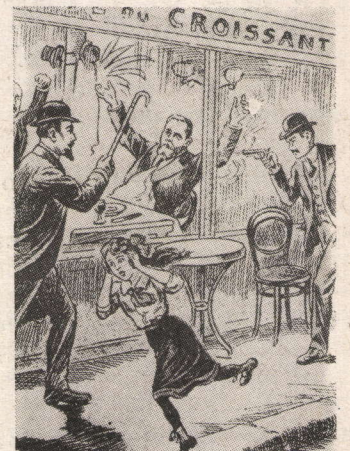
— Jaurès tué, c'est la guerre, dit quelqu'un...

A minuit, la police essaya de disperser la manifestation. D'instant en instant, la foule devenait plus compacte et moins passive, le

moment de stupeur tragique étant passé. Chants et cris se mêlaient. L'Internationale était coupée de « *Vive Jaurès !* »

Enfin, contre la volonté des agents, la foule se dirigea vers les boulevards. Des gardes municipaux arrivèrent, aux cris de : « *Assassins !* »

Il y eut des heurts, les cris redoublèrent, longs à s'éteindre. »



— L'assassinat de Jaurès vu par un journal de l'époque.

morale, d'une intrépidité sans égale, d'une force de passion supérieure, d'une volonté concentrée. C'est là un type athlétique. Il suffisait d'entendre la voix tonnante de Jaurès et de voir son large visage éclairé d'un reflet intérieur, son nez impérieux, son cou de taureau inaccessible au joug pour se dire : voilà un homme.

La force principale de Jaurès orateur était la même que celle de Jaurès politicien : la passion tendue, extériorisée, la volonté d'action. Pour Jaurès, l'art oratoire n'a pas une valeur intrinsèque, il n'est pas un orateur, il est plus que cela : l'art de la parole pour lui n'est pas une fin, mais un moyen. C'est pourquoi, orateur le plus puissant de son temps, et peut-être de tous les temps, il est *au-dessus* de l'art oratoire, il est toujours supérieur à son discours comme l'artisan l'est à son outil...

J'ai entendu Jaurès aux assemblées populaires de Paris, aux congrès internationaux, aux commissions des congrès. Et toujours je croyais l'entendre pour la première fois. En lui aucune routine : se cherchant, se trouvant lui-même, toujours et inlassablement mobilisant à nouveau les forces multiples de son esprit, il se renouvelait sans cesse et ne se répétait jamais. Sa force puissante, naturelle, s'alliait à une douceur rayonnante qui était comme le reflet de la plus haute culture morale. Il renversait les rochers, tonnait, ébranlait, mais ne s'étourdissait jamais lui-même, était toujours sur ses gardes, saisissait admirablement l'écho qu'il provoquait dans l'assemblée, parait les objections, balayant

quelquefois impitoyablement tel un ouragan, toute résistance sur son chemin, parfois écartant les obstacles avec magnanimité et douceur comme un maître, un frère aîné. Ainsi le marteau-pilon gigantesque réduit en poudre un bloc énorme ou enfonce avec précision un bouchon dans une bouteille sans la briser.

Paul Lafargue, marxiste et adversaire de Jaurès, l'appela un diable fait homme. Cette force diabolique ou, pour mieux dire, « divine », s'imposait à tous, amis et ennemis. E fréquemment, fascinés et admiratifs comme devant un grandiose phénomène de la nature, ses adversaires écoutaient suspendus à ses lèvres le torrent de son discours qui roulait irrésistiblement, éveillant les énergies, entraînant et subjuguant les volontés. (...).

Peut-être la fin de Jaurès était-elle nécessaire à l'esthétique de sa physiognomie ? Les grands hommes savent disparaître à temps. Sentant la mort Tolstoï prit un bâton, s'enfuit de la société qu'il reniait et alla mourir en pèlerin dans un vilage obscur. Lafargue, épique rien doublé d'un stoïcien, vécu dans une atmosphère de paix et de méditation jusqu'à soixante-dix ans, décida que c'en était assez et prit du poison. Jaurès, athlète de l'idée tomba sur l'arène en combat tant le plus terrible fléau de l'humanité et du genre humain la guerre. Et il restera dans la mémoire de la postérité comme le précurseur, le prototype de l'homme supérieur qui doit naître des souffrances et des chutes, des espoirs et de la lutte.



## REPRISE

### FAUX COUPABLE

d'Alfred Hitchcock

Hitchcock nous prévient dès le début : il s'agit d'une histoire authentique. C'est dans une revue qu'il aurait lu le récit de l'erreur judiciaire qui sert de sujet au film.

Un musicien d'un cabaret new-yorkais, honnête homme et bon père de famille, se voit accuser sur la foi de plusieurs témoins, d'être l'auteur de divers hold-up. La police, la justice ayant un suspect « en or » sous la main, ne se fatiguent pas pour chercher des preuves plus tangibles que ces témoignages. Et c'est un coup de théâtre surprenant qui finira — comme il se doit — par rétablir la vérité.

Le film montre comment le présumé coupable — interprété par Henri Fonda



— s'enfonce dans l'univers carcéral en même temps qu'il s'enferme dans sa foi catholique. Sa femme, elle, sombre dans la folie...

Et il y a bien entendu du suspense. Cela fait un bon Hitchcock.

F.P.

## Sélection cinéma

### Films récents...

**A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT.**  
de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et plein d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour !

Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Gaumont Richelieu 2<sup>e</sup>. Paramount Odéon 6<sup>e</sup> (vo). Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Paramount Opéra 9<sup>e</sup>. Nation 12<sup>e</sup>. Paramount Bastille 12<sup>e</sup>. Fauvette 13<sup>e</sup>. Paramount Galaxie 13<sup>e</sup>. Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Miramar 14<sup>e</sup>. Gaumont Convention 15<sup>e</sup>. Paramount Maillot 17<sup>e</sup>. Images 18<sup>e</sup>. Trois Murat 16<sup>e</sup>. Gambetta 20<sup>e</sup>.

**LE MYSTÈRE SILKWOOD.**  
de Mike Nicols.

Une ouvrière dans une usine nucléaire dénonce le mépris des industriels pour les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo).



**L'ETOFFE DES HÉROS.**  
de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures mais on ne voit pas le temps passer.

UGC Champs-Élysées 8<sup>e</sup> (vo).

Escorial Panorama 13<sup>e</sup> (vo).

**UNDER FIRE.**

de R. Spottiswood.

A travers le reportage d'une équipe de journalistes, la guerre civile au Nicaragua au moment du départ de Somoza.

UGC Opéra 2<sup>e</sup>. Ciné Beaubourg 3<sup>e</sup> (vo). UGC Odéon 6<sup>e</sup> (vo). UGC Biarritz 8<sup>e</sup> (vo). UGC Boulevard 9<sup>e</sup>. UGC Gare de Lyon 12<sup>e</sup>. Les Montparnos 14<sup>e</sup>. 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo).

### ... et moins récents

**WEST SIDE STORY.**  
de Robert Wise.

Une tragédie musicale à l'américaine sur le thème de Roméo et Juliette.

Paramount Odéon 6<sup>e</sup> (vo). Publicis Elysées 8<sup>e</sup> (vo). Hollywood 9<sup>e</sup>.

**LES BLUES BROTHERS.**  
de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.

UGC Opéra 2<sup>e</sup>. Ciné Beaubourg-les-Halles 3<sup>e</sup> (vo). Danton 6<sup>e</sup> (vo). Montparnasse UGC 6<sup>e</sup>. Biarritz 8<sup>e</sup> (vo). Tourelles 20<sup>e</sup>.

**FAME.**

de Alan Parker.

La passion de jeunes élèves pour la musique, la danse... et la réussite sociale !

Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Berlitz 2<sup>e</sup>. Saint-Michel 5<sup>e</sup> (vo). Colisée 8<sup>e</sup> (vo). Bienvenue 15<sup>e</sup> (vo).

**CARMEN.**

de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2<sup>e</sup>. Monte Carlo 8<sup>e</sup>.

**RUE CASES-NÈGRES.**

de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Épée de Bois 5<sup>e</sup>.

### .. et de vieux films

**à voir ou à revoir**

**MAIS QUI A TUÉ HARRY ?**  
d'Alfred Hitchcock.

Trop de coupables pour un

cadavre qu'on ne cesse d'enterrer et de déterrer.

Hautefeuille 6<sup>e</sup> (vo). Marignan 8<sup>e</sup> (vo). Saint-Lazare Pasquier 8<sup>e</sup>. Trois Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo).

**NOBLESSE OBLIGE**  
de Robert Hamer.

On n'a parfois pas le choix : il faut assassiner les membres de sa famille ! Un chef-d'œuvre de l'humour britannique.

Action Ecoles 5<sup>e</sup> (vo).

**TO BE OR NOT TO BE.**  
d'Ernst Lubitsch.

Une troupe de théâtre polonaise résiste aux nazis. Mais Shakespeare résiste aux acteurs...

Saint-André-des-Arts 6<sup>e</sup> (vo).

**EL**

de Luis Bunuel.

La jalousie jusqu'à la paranoïa.

Quintette 5<sup>e</sup> (vo). Balzac 8<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet Bastille 11<sup>e</sup> (vo).

**AMERICA, AMERICA**

de Elia Kazan.

De la Turquie au « rêve » américain, vu par un jeune émigrant.

Reffet Quartier Latin 5<sup>e</sup> (vo).

**DE L'OR EN BARRE**

de Charles Crichton.

Un classique du film d'humour britannique.

Action Christine 6<sup>e</sup> (vo).

**FENÊTRE SUR COUR**

d'Alfred Hitchcock.

Une enquête criminelle vue d'une fenêtre.

Reffet Quartier Latin 5<sup>e</sup> (vo).

**LES SEPT SAMOURAIS**

de Kurosawa

Des guerriers professionnels apprennent à des villageois à se défendre contre des bandits et à triompher.

Panthéon 5<sup>e</sup> (vo).

**MIDNIGHT EXPRESS.**

de A. Parker.

L'enfer des prisons turques.

Capri 2<sup>e</sup>.

**IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST**

de S. Leone.

Le prototype du western spaghetti.

Capri 2<sup>e</sup>.

## Sélection télévision

Samedi 28 juillet

**A2 - 20 h 35.** Une évocation de **Bourvil** avec certains de ses sketches les plus fameux.

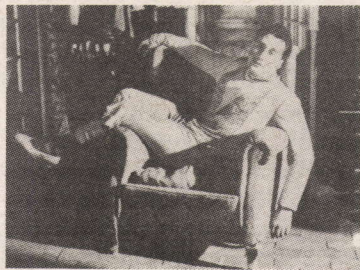
**TF1 - 21 h 45.** **Carmen**, l'opéra de Bizet en direct du Théâtre antique d'Orange.

Dimanche 29 juillet

**TF1 - 20 h 35.** **Le Rouge et le Noir**, un film de Claude Autant-Lara, d'après le roman de Stendhal, avec Gérard Philipe et Danièle Darrieux. La triste histoire d'un jeune ambitieux qui cherche à s'élever dans la hiérarchie sociale dans la France de Charles X : 1<sup>re</sup> partie. (2<sup>e</sup> partie : lundi 30 juillet).

**FR 3 - 20 h 35.** **La terre des vivants et le royaume des morts.** Un reportage : le premier d'une série de sept émissions sur la préhistoire en France avec des documents inédits sur des sites qui sont pour la plupart aujourd'hui clos et protégés.

**22 h 30.** **Les Vitelloni**, un film italien de Fellini avec Alberto Sordi. L'histoire d'ex-étudiants qui tentent de prolonger l'heureux temps où ils « glandaient ».



Lundi 30 juillet

**TF1 - 20 h 35.** **Le Rouge et le Noir** : deuxième partie (suite du dimanche 29 juillet).

**A2 - 20 h 35.** **La Finta Giardiniera**, un opéra de jeunesse de Mozart, en direct du festival d'Aix-en-Provence.



Mardi 31 juillet

**TF1 - 20 h 35.** Les « mardis de l'information » sont consacrés à **La prison sans haine et sans crainte**, un

reportage intéressant et déjà diffusé en juin de l'année dernier sur des prisons françaises.

**A2 - 20 h 35.** **Anthracite**, un film français retraçant les problèmes internes d'un collège de Jésuites. Il n'y a aucun doute, la « laïque » c'est quand même mieux !

**FR 3 - 20 h 35.** **Lucky Luciano**, film italien de Francesco Rosi avec Gian Maria Volonté. L'affaire Luciano est l'occasion de montrer les rapports étroits qui unissent la mafia et le pouvoir politique.

**TF1 - 22 h 35.** **Le troupeau**, un film turc de Zeki Okten, relate la tragédie d'une famille de bergers nomades confrontés au monde moderne et qui sombre dans la grande ville où elle a voulu vendre son troupeau.



Mercredi 1<sup>er</sup> août

**FR 3 - 20 h 35.** **Léo Ferré**, une série de quatre émissions sur le célèbre chanteur.

**TF1 - 22 h 15.** **No eran nadie** (Ils n'étaient rien), un film chilien tourné en 1980 et 1981. Dans un archipel du Chili du Sud, une femme va à la recherche de son compagnon disparu.

Jeudi 2 août

**A2 - 20 h 35.** **Le secret de la ville d'acier**, un film tchèque d'après un roman peu connu de Jules Verne. De l'aventure, de la science-fiction.

**FR 3 - 20 h 35.** **Le Marteau-piqueur**, un film français burlesque qui dénonce le conformisme d'une famille bourgeoise très comme il faut... en apparence.

**TF1 - 21 h 35.** **Les timides aventures d'un laveur de carreaux**, un téléfilm qui compte l'histoire de Gus, laveur de carreaux, qui vit seul à Paris.

Vendredi 3 août

**A2 - 21 h 35.** **Apostrophes** présente « l'avenir de la crise ». Plusieurs auteurs économiques (Jacques Attali, Roger Martin, Alain Minc, Jean Boissonat) vont parler de leurs ouvrages, de ce qu'il faut faire ou, plus probablement, de leur impuissance face à la crise.



## « SEGOU »

de Maryse Condé

• Ce roman, écrit par une antillaise professeur d'histoire à l'Université de Paris IV, se situe dans la ville de Ségou, sur le Niger (aujourd'hui Etat du Mali) qui fut, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, un important royaume et qui connut au XIX<sup>e</sup> siècle une expansion considérable avant d'être victime de la colonisation.

Le livre est centré autour de la famille de Dousika Traoré, un noble bambara, le peuple le plus important de la région. En suivant les pérégrinations des fils, frères, épouses de celui-ci, en nous faisant partager leurs sentiments, leurs haines, leurs espoirs, leurs préjugés, Maryse Condé a réussi à peindre un tableau de l'Afrique qui paraît fidèle et rigoureux sur le plan historique. Et qui est aussi passionnément vivant.

Le récit commence lorsqu'en l'an 1797, les habitants de Ségou se trouvent pour la première fois en présence d'un homme blanc qui descend le Niger

et qui n'est autre que l'explorateur écossais Mungo Park. Les Européens avaient alors très peu pénétré encore à l'intérieur de l'Afrique. En revanche, depuis plus de deux siècles déjà, Anglais, Français, Portugais et Hollandais s'étaient installés en différents points de la côte afin de faire le commerce des esclaves (la « traite des Noirs »), qu'ils achetaient aux souverains africains locaux.

Ce trafic d'esclaves avait duré plus de deux siècles et ainsi des dizaines de millions d'hommes avaient été transportés en Amérique. Mais vers 1800, c'était l'époque où l'on commençait dans les nations dites « civilisées » à mettre fin à l'esclavage grâce aux campagnes des abolitionnistes mais surtout, plus prosaïquement, grâce aux nouvelles conditions économiques du capitalisme naissant qui avait besoin d'ouvriers et non d'esclaves. On assista même au retour d'anciens esclaves noirs d'Amérique vers l'Afrique. On les appelait les « agoudas » et ils servirent souvent d'intermédiaires entre les Africains et les Européens.

Ces derniers d'ailleurs se sont reconvertis et sont passés très vite de la traite des Noirs au commerce de l'huile par exemple et ils ont commencé à vouloir s'imposer aux royaumes noirs qui existaient le long des côtes (comme ceux de l'Ashanti et du Dahomey) et même à pénétrer à l'intérieur de l'Afrique.

Dans cette Afrique intérieure, le long du Haut-Niger, on assistait pendant ce temps-là à des tentatives d'unification par voie de conquête. Tentatives qui se sont faites pour la plupart au nom de l'Islam, contre des petits royaumes encore de religion animiste. La première fut celle de Cheikou

Hamadou qui fonda le royaume de Macina, de Ségou et du Kaarta, territoire allant de Tombouctou à Bamako et même plus loin, jusqu'aux montagnes du Fouta-Djalon. C'est en 1861 qu'il entra à Ségou tuant le dernier roi Bambara de Ségou.

Le livre fait revivre toute cette période qui s'étend de 1800 à 1861, puisqu'il s'achève avec l'entrée de El Hadj Omar dans Ségou.

Un aspect particulièrement intéressant de cet ouvrage c'est le tableau des rapports sociaux, politiques et religieux dans l'Afrique du Haut-Niger de cette époque.

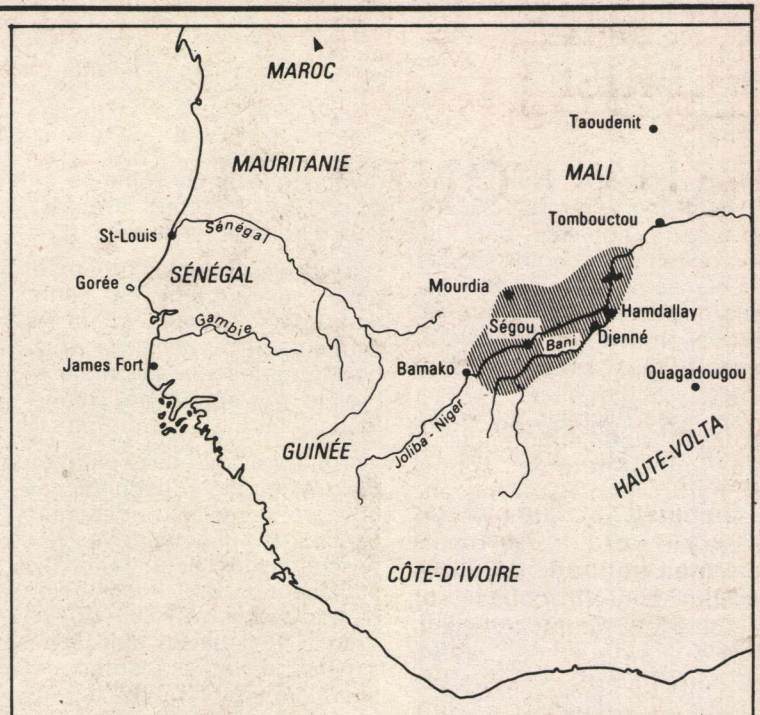
L'esclavage dont bénéficiaient les régimes européens était d'abord une véritable institution dans de nombreux royaumes africains. L'oppression de certaines castes, les affrontements sanglants de roitelets d'une région contre ceux d'une autre, le poids de l'oppression des femmes, etc. Tout ceci ne faisait pas de l'Afrique un pays idyllique avant l'arrivée des Blancs.

Les colonisateurs ont ajouté leur propre barbarie à la barbarie qu'ils ont trouvée.

Quant à la religion islamique, c'est un des mérites de ce livre de montrer à la fois son aspect intolérant face aux anciennes croyances, son hypocrisie aussi — tout comme le christianisme des Blancs — mais aussi l'apport culturel de cette religion qui amenait en particulier la « magie » de l'écriture, qu'elle tentait de transmettre à la population par l'étude du Coran.

Autant dire que ce roman est à lire. On trouve rarement un roman historique aussi intéressant, en particulier sur l'Afrique.

Samuel LATAN  
« SEGOU » de Maryse Condé. Editions Robert Laffont, 476 pages, 89 F.



Le royaume de Ségou  
XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle

## « Un regard noir » (Les Français vus par les Africains)

de Blaise N'Djehoya et Massaër Diallo

Le titre est prometteur : le lecteur pense qu'il va voir les mœurs et la mentalité des Français analysées, disséquées, interprétées par le journaliste et l'ethnologue auteurs du livre, tous deux Africains, à la manière dont leurs homologues français et occidentaux en général étudient, d'un œil extérieur, la vie des populations africaines.

Hélas, l'ouvrage ne tient pas les promesses du titre ! La première partie, écrite par un journaliste, suit les pérégrinations d'un étudiant africain en France, mais ne parle, encore que très superficiellement, que du milieu africain.

Au passage, l'auteur note

bien quelques aberrations de la vie urbaine en France mais n'énonce que des lieux communs, dans une avalanche de mots et d'expressions qui est vite lassante.

Dans la seconde partie, l'auteur, ethnologue, souhaite montrer, dit-il, la persistance de la pensée et de la pratique magique en France et le succès des marabouts africains sur le « marché » de la magie dans ce pays. Mais c'est sans grand intérêt.

Le lecteur reste donc sur sa faim. Il a même le sentiment de s'être fait escroquer.

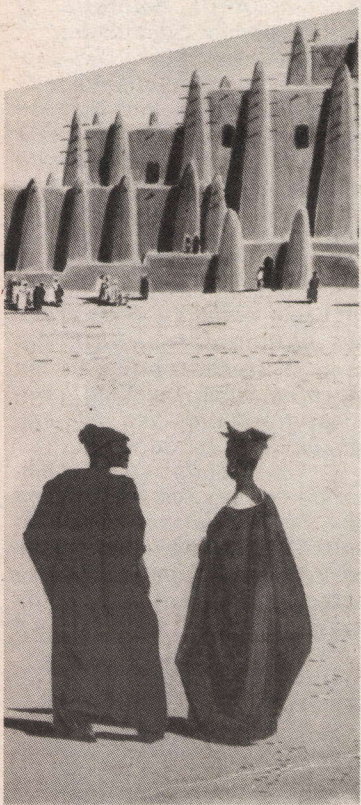
Sylvie MARTY

« Un regard noir » Editions « Autrement », 55 F, 194 pages.

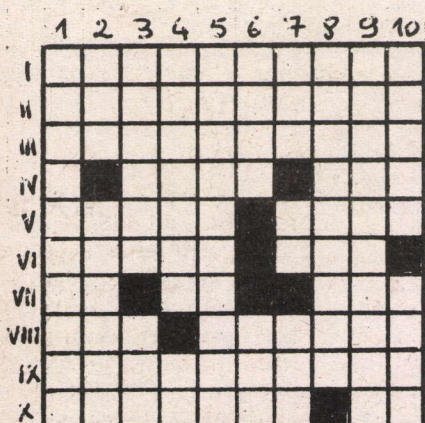
## ON NOUS COMMUNIQUE

Le IX<sup>e</sup> Festival du Livre Vivant, qui se déroule à Cluis-Dessous, dans l'Indre, nous demande d'annoncer qu'il présente cette année, à l'occasion du centenaire de la naissance de l'écrivain Panaït Istrati, un spectacle d'après « Les Chardons du Baragan ».

Du 10 au 19 août, à 21 h 15 (relâche le 16 août) dans la forteresse médiévale de Cluis-Dessous. Téléphone : (54) 31.21.06, du lundi au samedi, de 15 h à 18 h 30.

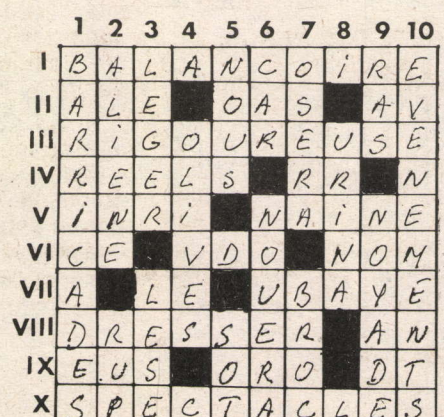


## Mots croisés



**HORIZONTALEMENT.** — I. Travaillent pendant les repas. II. Espace. III. Célibataire. IV. Bien huilé. Dans l'ordre en désordre. V. Revient. Dévale les Alpes. VI. Rejoint le Danube. Faisait virer au rouge. VII. Négation. Possessif. Rendue en partant. VIII. Morceau d'un disque. Utilisait le précédent. IX. Peut-être génoise. X. Laissa trois enfants à Henri IV. Sur la planche.

**VERTICALEMENT.** — 1. Permet de porter remède. 2. Balle de service. Dieu égyptien. 3. Ecrivain turc. Sigle syndical et maritime. 4. Conservateurs. Vieille cité. 5. Trajet. 6. Le meilleur américain. Pas reconnu. 7. Fleuve suédois. Mammifère sud-américain. Leurs coups sont hasardeux. 8. Peintre à Versailles. 9. Soustraction. 10. Volume. A l'origine de Rome.





## GUADELOUPE

# L'émancipation des pauvres ne passe pas par une politique d'attentats

En Guadeloupe, dans la nuit du mardi 24 au mercredi 25 juillet, quatre hommes ont été tués, victimes d'engins explosifs placés dans deux voitures, dans deux endroits différents, l'un à Pointe-à-Pitre, l'autre à Basse-Terre.

A l'heure où nous écrivons, une seule victime a été identifiée, un architecte connu comme militant indépendantiste et pour avoir été l'un des porte-parole de l'UPLG (l'Union pour la Libération de la Guadeloupe). Selon les enquêteurs, les quatre hommes auraient été sur le point de commettre des attentats quand ils auraient été dénichés par leurs propres bombes.

Cela reste bien sûr à prouver. Mais si cette hypothèse s'avère juste, nous ne pourrions que

répéter que nous sommes en complet désaccord avec ce type d'actions terroristes.

Les hommes et les organisations qui prônent ce genre d'attentats prétendent qu'ils seraient une réponse à la situation d'oppression coloniale et raciale qui règne en Guadeloupe.

C'est vrai que la population pauvre guadeloupéenne, les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs, les jeunes subissent l'exploitation. Ils subissent aussi l'oppression d'un pouvoir blanc venu de France, un pouvoir qui est au service des riches planteurs et commerçants de l'île et des capitalistes français qui y ont des intérêts. Ils subissent une oppression raciale, dans cette île où les Blancs sont généralement riches ou disposent pour

le moins d'avantages substantiels, alors que les pauvres sont généralement Noirs. Et nombre d'entre eux sont révoltés par cette situation.

Seulement, face à cela, la politique d'attentats des nationalistes n'est pas une réponse qui va dans le sens des intérêts de la population pauvre.

Elle est le fait de mini-appareils militaires, qui agissent indépendamment de l'état d'esprit de la population, qui ne cherchent pas à faire prendre conscience aux pauvres qu'ils doivent s'organiser, diriger eux-mêmes leurs luttes, et qui ne veulent surtout pas se mettre sous le contrôle de cette population pauvre.

Et de tels appareils clandestins, en cas de succès — succès dont ils sont bien loin pour l'instant —, préparent en fait la

mise en place d'appareils d'Etat qui seront peut-être « indépendants » de la France, mais qui seront tout aussi indépendants de la population pauvre ; qui seront des appareils de répression contre elle, comme c'est le cas dans de nombreuses îles des Caraïbes devenues indépendantes.

Et le mépris que ces groupes ou ces individus ont vis-à-vis de la population apparaît dans le caractère aveugle de leurs attentats : attentats qui sont faits pour frapper l'opinion, sans souci des morts qu'ils peuvent engendrer dans la population pauvre, parmi les Noirs dont ils se prétendent les défenseurs.

Dans le cas présent, évidemment, les terroristes sont apparemment aussi les victimes. Mais ces hommes, qui se pré-

paraient à placer des bombes, avaient pris le risque de tuer des pauvres, des Noirs pour faire une action d'éclat.

Eh bien non, ce n'est pas là une voie qui peut mener à l'émancipation réelle de la population pauvre noire de la Guadeloupe.

Si les pauvres et les travailleurs veulent s'émanciper vraiment de toute oppression, qu'elle soit le fait d'un appareil d'Etat colonial ou d'un appareil d'Etat « indépendant » et Noir, ils apprendront à s'organiser eux-mêmes et en trouveront la voie ; ils prendront conscience de la nécessité de se donner les moyens de décider et de contrôler des actions et des mouvements à mener pour lutter contre la situation créée par l'exploitation, par l'administration coloniale et par le racisme officiel.

## POLOGNE

# Les prisonniers politiques amnistiés

Le Parlement polonais a finalement adopté le 21 juillet une loi d'amnistie prévoyant la libération de 652 prisonniers politiques officiellement recensés, et d'une partie des 35 000 prisonniers de droit commun. La remise en liberté des prisonniers a commencé lundi 23 juillet avec la sortie de prison de 82 amnistiés, dont 10 détenus politiques. Les dirigeants du KOR, entre autres, dont le procès avait commencé le 13 juillet, seront ainsi finalement amnistiés.

En faisant adopter cette loi d'amnistie, le gouvernement du général Jaruzelski veut évidemment faire un geste politique. « Une amnistie est toujours, de la part du pouvoir, un acte de foi en ses propres forces et de confiance envers ses citoyens » a commenté l'hebdomadaire du PC polonais *Polityka*. Deux ans et demi après le coup d'Etat qui a instauré l'état de siège en Pologne, le pouvoir veut montrer qu'il a la situation en main, que l'opposition polonaise et en particulier le syndicat *Solida-*

rité ne sont plus en état de l'inquiéter sérieusement. Il veut offrir à l'extérieur le visage d'un gouvernement stabilisé, qui peut se permettre le geste de mettre en liberté les opposants emprisonnés. En même temps d'ailleurs, il cherche à montrer à l'extérieur un visage plus libéral que ce visage de dictature militaire répressive qui est attaché, depuis le coup d'Etat de décembre 1981, au régime de Jaruzelski. Le geste n'est d'ailleurs sans doute pas exempt d'arrière-pensées très matérielles, comme par exemple rendre un peu plus faciles les négociations pour l'obtention de crédits des banques occidentales.

On ne peut que se réjouir, bien sûr, que les prisonniers politiques polonais soient libérés. C'est d'ailleurs aussi le résultat du fait que ces opposants, loin d'être isolés dans la population polonaise, jouissaient de son soutien, de sa sympathie maintes fois avérée. C'est au moins en grande partie pour cela que le régime a ressenti le besoin de compo-

ser, de faire un geste d'apaisement, tout en cherchant bien sûr à le transformer à son avantage.

Quant à ce qu'il en sera de la stabilisation relative de la situation en Pologne, l'avenir seul le dira. La situation économique du pays est bien loin d'être rétablie. Quant à la population, si le régime a obtenu d'elle une certaine résignation, il n'a certainement pas gagné son soutien, et en particulier pas celui de la classe ouvrière. En libérant les prisonniers politiques, le pouvoir a dû remettre en liberté un bon nombre de militants, d'organismes potentiels des mouvements de la classe ouvrière. En Pologne, des mouvements de 1956 à ceux de 1970, de 1976 et 1980, celle-ci a déjà une longue tradition de lutte, et il serait étonnant qu'elle s'arrête là.

Le geste d'apaisement qu'est la loi d'amnistie est aussi, d'une certaine façon, de la part du pouvoir politique, la reconnaissance de cette crainte qu'il a de la classe ouvrière.



L'un des dirigeants de *Solidarité* libéré par la loi d'amnistie. (Ph. AFP)

## LA LOI D'AMNISTIE

La loi d'amnistie adoptée par le Parlement polonais prévoit une reprise des poursuites pour le délit amnistié si l'auteur commet le même délit d'ici le 31 décembre 1986. Elle prévoit également que les militants clandestins de l'opposition qui se déclareront aux autorités avant le 31 décembre prochain bénéficieront de l'amnistie. La même clause s'applique aux émigrés. Mais les clandestins devront fournir des explications aux autorités sur leurs activités. En particulier, les dirigeants de *Solidarité* dans la clandestinité, comme Zbigniew Bujak, devraient faire connaître toutes les circonstances de leurs activités.

De plus, Bodgan Lis, membre de la direction clandestine de *Solidarité*, et son assistant Piotr Mierzejewski, tous les deux en prison, ne seront pas libérés car ils sont accusés de haute trahison, ce qui est passible de la peine de mort, et l'amnistie ne s'applique pas dans ce cas-là.

## GRANDE-BRETAGNE

# Après la reprise des dockers

Les dockers britanniques, en grève depuis le 10 juillet, ont repris le travail dimanche 23 juillet, après qu'un accord a été conclu entre le patronat et le syndicat des transports (dont dépendent les dockers).

Officiellement, la grève avait démarré sur une remise en cause du « code du travail portuaire » par des employeurs, qui ont enfreint la clause garantissant que les employeurs n'auraient pas recours aux travailleurs occasionnels sans accord préalable

des bureaux d'embauche locaux (organismes portuaires où les employeurs et les syndicats sont également représentés). Or les employeurs ont fait appel dans le port d'Immingham à des travailleurs occasionnels pour décharger le charbon que les dockers — par solidarité avec les mineurs — se refusaient à décharger.

Alors que les mineurs étaient dans leur cinquième mois de grève, la grève des ports exprimait de fait la solidarité des dockers et apportait

un renfort considérable aux mineurs contre le gouvernement Thatcher et le patronat. C'est bien pourquoi les bureaucrates syndicaux qui dirigent le syndicat des transports ont tout fait pour limiter cette grève à la défense d'intérêts purement corporatistes.

L'engagement des employeurs de respecter la procédure déjà prévue a permis aux dirigeants syndicaux d'appeler les dockers à la reprise.

Aujourd'hui les mineurs se

retrouvent à nouveau isolés et les tentatives de toutes sortes pour faire s'effriter la grève de la part des Charbonnages, du gouvernement et de groupes de jaunes qui se sentent encouragés, se multiplient. Mais les mineurs tiennent toujours bon et la grève des dockers, pour limitée qu'elle ait été, a montré au gouvernement et au patronat le danger qu'il pouvait y avoir à laisser la lutte des mineurs se prolonger en misant sur la lassitude des grévistes. Car la classe ouvrière britannique a de la sympathie

et du respect pour la lutte des mineurs. Et il n'a fallu qu'un incident local pour que la grève se généralise à l'ensemble des ports.

Cette fois, la grève a fait long feu et avec l'aide des dirigeants des Trade-Unions. Le gouvernement a pu éviter une confrontation majeure. Mais il n'est pas dit que cela sera toujours le cas si la grève des mineurs se prolonge jusqu'à l'automne, comme l'a affirmé le dirigeant des mineurs Arthur Scargill.